

**BUREAU METROPOLITAIN DU  
LUNDI 8 AVRIL 2024**

<b>NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16</b>  <b>QUORUM : 9</b>		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
14	0	2
<b>OBJET DE LA DECISION</b>  <b>N° 24/213</b>  <b>OCTROI DE GARANTIE D'EMPRUNT AVEC CONTRAT DE PRET EN ANNEXE DE CDC HABITAT AUPRES DE LA METROPOLE TPM CONCERNANT 125 LOGEMENTS SOCIAUX - OPERATION LA PRESQU'ÎLE SITUEE QUARTIER PIN ROLLAND A SAINT- MANDRIER-SUR-MER - AUTORISATION DE SIGNATURE</b>		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

**PRESENTS :**

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert BENEVENTI, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

**ABSENTS :**

Mme Nathalie BICAIS, M. Arnaud LATIL.

## **DÉCISION MÉTROPOLITAINE**

**N° 24/213**

**BUREAU DU 8 AVRIL 2024**

**O B J E T : OCTROI DE GARANTIE D'EMPRUNT AVEC CONTRAT  
DE PRET EN ANNEXE DE CDC HABITAT AUPRES DE  
LA METROPOLE TPM CONCERNANT 125 LOGEMENTS  
SOCIAUX - OPERATION LA PRESQU'ÎLE SITUEE  
QUARTIER PIN ROLLAND A SAINT-MANDRIER-SUR-  
MER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

**LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2252-1, L.2252-2 et L.5111-4, L 5217-1, L 5211-1 et L 2121-22-1,

**VU** les articles R 431-57 à R 431- 60 et l'article L 451-6 du Code de la Construction et de l'Habitat,

**VU** l'article 2298 du Code civil,

**VU** le décret n° 2017- 1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** le contrat de prêt n° 155175 en date du 1<sup>er</sup> février 2024 en annexe, signé entre CDC Habitat ci-après l'emprunteur, et la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions dudit contrat de prêt constitué de sept lignes de prêt et destiné à l'acquisition en VEFA de 125 logements sociaux situés Quartier Pin Rolland à Saint Mandrier sur Mer,

**VU** l'avis favorable émis par les membres de la Commission d'Octroi en date du 14 Février 2024,

**VU** le projet de convention ci-annexé,

**CONSIDERANT** que la demande susmentionnée est éligible à l'octroi de la garantie de la Métropole TPM à hauteur de 50 % du montant de l'emprunt concerné auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ADOPTER** l'exposé qui précède.

### **ARTICLE 2**

**D'ACCORDER** la garantie de la Métropole Toulon Provence Méditerranée à hauteur de 50 % pour le remboursement d'un prêt d'un montant total de 15 651 864 € souscrit par l'emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du contrat de prêt n° 155175 constitué de sept lignes du prêt.  
Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante de la présente délibération.

### **ARTICLE 3**

**D'ACCORDER** sa garantie pour la durée totale du prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci. Cette garantie porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Métropole s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principale de 7 825 932 € augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du contrat de prêt.

### **ARTICLE 4**

**DE S'ENGAGER** pendant toute la durée du prêt, à libérer en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du prêt.

### **ARTICLE 5**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président à prendre toutes dispositions, à signer la convention annexée et tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette décision.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 8 avril 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

POUR 14  
CONTRE 0  
ABSTENTION 0



**CONVENTION DE GARANTIE D'EMPRUNT**

**EMPRUNTEUR : CDC HABITAT**

**PRETEUR : CAISSE DES DEPOTS**

**CONTRAT N° : 155175**

**EN VUE DE L'ACQUISITION EN VEFA DE 125 LOGEMENTS SOCIAUX  
OPERATION LA PRESQU'ÎLE,  
QUARTIER PIN ROLLAND A SAINT MANDRIER SUR MER  
DECISION N° 24/  
DU BUREAU METROPOLITAIN DU 8 AVRIL 2024**

**ENTRE**

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège Hôtel de la Métropole, 107 Boulevard Henri FABRE CS 30536, 83 041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président Monsieur Jean- Pierre GIRAN,  
D'une part,

**ET**

CDC Habitat ayant son siège social au 22 Allée Ray Grassi, CS 90030, 13272 MARSEILLE Cedex 8, représenté par son Directeur Interrégional Monsieur Pierre FOURNON, dûment habilité par décision de son Conseil d'Administration à l'effet des présentes.  
D'autre part,

**CECI EXPOSE, LES PARTIES CONVIENNENT CE QUI SUIIT :**

**ARTICLE 1er : Objet du Contrat**

Par délibération du Bureau Métropolitain en date du 8 Avril 2024, la Métropole Toulon Provence Méditerranée se porte caution solidaire de CDC Habitat à hauteur de 50 % du montant d'un emprunt d'un montant total de 15 651 864 € contracté par CDC Habitat auprès de la Caisse des Dépôts, soit une garantie d'un montant maximum de 7 825 932 € : contrat n° 155175 en date du 1<sup>er</sup> février 2024.

Ce contrat de prêt constitué de 7 lignes est destiné à financer l'acquisition en Vefa de 125 logements sociaux, opération la Presqu'île, Quartier Pin Rolland à Saint Mandrier sur Mer.

L'octroi de la garantie susvisée s'accompagne des dispositions légales et/ou contractuelles suivantes déterminant les rapports entre la Métropole Toulon Provence Méditerranée et CDC Habitat.

## **ARTICLE 2 : Caution solidaire avec l'Emprunteur**

En application des articles R 431-57 et R 431- 58 du Code de la Construction et de l'Habitation, au cas où CDC Habitat, pour quelques motifs que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues par lui aux échéances convenues ou des intérêts moratoires qu'il aurait encourus, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à en effectuer le paiement en ses lieux et place, et cela sur simple demande du prêteur, sans pouvoir exiger que ce dernier discute, au préalable, avec le débiteur défaillant.

## **ARTICLE 3 : Avances remboursables**

En application de l'article R 431-59 alinéa 1 du Code de la Construction et de l'Habitation, les paiements auxquels la Métropole Toulon Provence Méditerranée se serait substituée, auront le caractère d'avances remboursables.

Les sommes versées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée donneront lieu à l'émission d'un titre de recette à l'encontre de l'Organisme emprunteur bénéficiaire de la présente garantie, prenant ainsi le caractère d'avances remboursables.

En application de l'article R 431-59 alinéa 2 du Code de la Construction et de l'Habitation le remboursement de ces avances ne devra être affecté qu'autant qu'il ne mettra pas d'obstacles au service régulier des annuités qui resterait encore dues au prêteur au titre des présents emprunts garantis.

Les sommes avancées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée devront lui être remboursées aussitôt que la situation financière de l'organisme lui permettra et au plus tard, à l'expiration de la période d'amortissement du prêt garanti.

En application de l'article R 431-59 alinéa 3 du Code de la Construction et de l'Habitat, ces avances porteront intérêt au taux légal payable par semestre à terme échu à la Caisse du Comptable Public assignataire de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

#### **ARTICLE 4 : Contrôle**

1. En application de l'article R 431-60 alinéa 1 du Code de la Construction et de l'Habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée aura le droit d'exercer à toute époque son contrôle sur les opérations de CDC Habitat qui devra fournir à cet effet tous renseignements et justifications utiles et permettre à toute époque de prendre connaissance de ses livres et pièces de comptabilité par les services de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ou toute personne physique et morale désignée à cet effet par le Président de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.
2. En application de l'article R 451-6 du Code de la Construction et de l'Habitat, la Métropole Toulon Provence Méditerranée a le droit de faire contrôler les opérations et les écritures de CDC Habitat pour lesquels la Métropole Toulon Provence Méditerranée a garanti les emprunts.
3. En application de l'article R 431- 60 alinéa 2 du Code de la Construction et de l'Habitat, l'organisme s'engage à fournir chaque année à la Métropole Toulon Provence Méditerranée :
  - Dans le mois qui suit leur productionD'une part, une copie certifiée des documents suivants :
  - Le bilan
  - Le compte de résultat
  - Les annexes du bilan et de compte de résultat

- Sur demande le cas échéant de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, dans les mêmes conditions de délai de transmission aux membres du Conseil d'Administration, une copie des rapports et de tout autre document présenté à l'occasion de réunions du conseil d'administration consacrée à l'examen du rapport annuel d'activités de l'organisme.
- Sur demande le cas échéant de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, à compter de leur production, une copie de tout rapport d'inspection ou d'étude, notamment :
  - rapport de l'Agence Nationale du Contrôle du Logement Social (ANCOLS),
  - étude de la Direction des Fonds d'Epargne de la Caisse des Dépôts, à défaut en présenter la demande,
  - plan stratégique du patrimoine tel que demandé par la Caisse des dépôts,
  - le bilan social tel que prévu par l'accord cadre.

#### **ARTICLE 5 : Quota de logements réservés**

Conformément à l'article R 441-5 du Code de la Construction et de l'Habitation, l'organisme s'engage à mettre à la disposition de la Métropole Toulon Provence Méditerranée, un quota de logements réservés qui ne pourra dépasser 10 % du programme.

En l'espèce, le quota de logements réservés par la Métropole Toulon Provence Méditerranée est de 13 logements.

Les parties, d'un commun accord, prévoient le moment venu la typologie et la localisation des logements réservés.



## **ARTICLE 6 : Assurances diverses**

L'Organisme s'engage à être en mesure de justifier que les biens, dont le financement est garanti par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, seront assurés contre les différents risques susceptibles de les atteindre.

L'organisme s'oblige à payer les primes s'y attachant pendant la durée du prêt, ainsi que tous les frais que pourrait réclamer son assureur pour enregistrer les obligations s'y rapportant.

## **ARTICLE 7 : Habilitation du représentant légal à signer**

Pour l'exécution de la présente convention, l'Organisme déclare et s'engage à justifier que la signature de cette convention a été régulièrement autorisée par les organes compétents de la personne morale et que les mesures nécessaires à l'exécution de la convention sont prises.

## **ARTICLE 8 : Droits et frais**

Tous les droits et frais auxquels le présent contrat pourrait donner lieu sont à la charge de l'organisme.

Fait en deux exemplaires, à Toulon, le

Le Président de  
Toulon Provence Méditerranée

Le Directeur Interrégional  
CDC Habitat

Monsieur Jean- Pierre GIRAN

Monsieur Pierre FOURNON



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

**Emmanuelle Puente-Miguez**  
**DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER**  
**CDC HABITAT**  
**Signé électroniquement le 01/02/2024 20 02 :27**

*CONTRAT DE PRÊT*

**N° 155175**

Entre

**CDC HABITAT - n° 000043210**

Et

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

*CONTRAT DE PRÊT*

Entre

**CDC HABITAT**, SIREN n°: 470801168, sis(e) 33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE CS 31442 75646 PARIS CEDEX 13,

Ci-après indifféremment dénommé(e) « **CDC HABITAT** » ou « **l'Emprunteur** »,

**DE PREMIÈRE PART,**

et :

**LA CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816, codifiée aux articles L. 518-2 et suivants du Code monétaire et financier, sise 56 rue de Lille, 75007 PARIS,

Ci-après indifféremment dénommée « **la Caisse des Dépôts** », « **la CDC** » ou « **le Prêteur** »

**DE DEUXIÈME PART,**

Indifféremment dénommé(e)s « **les Parties** » ou « **la Partie** »

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## PRÉAMBULE

La Caisse des Dépôts et ses filiales constituent un groupe public au service de l'intérêt général et du développement économique du pays : la Caisse des Dépôts assure ses missions d'intérêt général en appui des politiques publiques, nationales et locales, notamment au travers de sa direction, la Banque des Territoires (ci-après « Banque des Territoires »).

La Banque des Territoires accompagne les grandes évolutions économiques et sociétales du pays. Ses priorités s'inscrivent en soutien des grandes orientations publiques au service de la croissance, de l'emploi et du développement économique et territorial du pays.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## SOMMAIRE

ARTICLE 1	OBJET DU PRÊT	P.5
ARTICLE 2	PRÊT	P.5
ARTICLE 3	DURÉE TOTALE	P.5
ARTICLE 4	TAUX EFFECTIF GLOBAL	P.6
ARTICLE 5	DÉFINITIONS	P.6
ARTICLE 6	CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT	P.10
ARTICLE 7	CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.10
ARTICLE 8	MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.11
ARTICLE 9	CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT	P.13
ARTICLE 10	DÉTERMINATION DES TAUX	P.15
ARTICLE 11	CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS	P.16
ARTICLE 12	AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL	P.17
ARTICLE 13	RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES	P.17
ARTICLE 14	COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES	P.17
ARTICLE 15	DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR	P.18
ARTICLE 16	GARANTIES	P.20
ARTICLE 17	REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES	P.21
ARTICLE 18	RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES	P.24
ARTICLE 19	DISPOSITIONS DIVERSES	P.24
ARTICLE 20	DROITS ET FRAIS	P.26
ARTICLE 21	NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL	P.26
ARTICLE 22	ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE	P.26
ANNEXE	CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE	
L' ANNEXE EST UNE PARTIE INDISSOCIABLE DU PRÉSENT CONTRAT DE PRÊT		



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 1 OBJET DU PRÊT**

Le présent Contrat est destiné au financement de l'opération ST MANDRIER PIN ROLLAND PLUS PLAI PLS, Parc social public, Acquisition en VEFA de 125 logements situés La Presqu'île Quartier Pin Rolland DR 18 83430 SAINT-MANDRIER-SUR-MER.

## **ARTICLE 2 PRÊT**

Le Prêteur consent à l'Emprunteur qui l'accepte, un Prêt d'un montant maximum de quinze millions six-cent-cinquante-et-un mille huit-cent-soixante-quatre euros (15 651 864,00 euros) constitué de 7 Lignes du Prêt.

Ce Prêt est destiné au financement de l'opération visée à l'Article « **Objet du Prêt** » et selon l'affectation suivante :

- CPLS Complémentaire au PLS 2023, d'un montant de sept-cent-vingt-sept mille douze euros (727 012,00 euros) ;
- PLAI, d'un montant de deux millions sept-cent-deux mille neuf-cent-un euros (2 702 901,00 euros) ;
- PLAI foncier, d'un montant d'un million cent-quatre-vingt-trois mille cent-cinquante-cinq euros (1 183 155,00 euros) ;
- PLS PLSSD 2023, d'un montant d'un million cent-vingt-deux mille deux-cent-quatre-vingts euros (1 122 280,00 euros) ;
- PLS foncier PLSSD 2023, d'un montant de sept-cent-quatre-vingt-dix-neuf mille trois-cent-soixante-cinq euros (799 365,00 euros) ;
- PLUS, d'un montant de six millions trois-cent-soixante-quatorze mille trois-cent-deux euros (6 374 302,00 euros) ;
- PLUS foncier, d'un montant de deux millions sept-cent-quarante-deux mille huit-cent-quarante-neuf euros (2 742 849,00 euros) ;

Le montant de chaque Ligne du Prêt ne pourra en aucun cas être dépassé et il ne pourra pas y avoir de fongibilité entre chaque Ligne du Prêt.

## **ARTICLE 3 DURÉE TOTALE**

Le Contrat entre en vigueur suivant les dispositions de l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » pour une durée totale allant jusqu'au paiement de la dernière échéance du Prêt. Le présent Contrat n'est en aucun cas susceptible de renouvellement ou reconduction tacite.



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 4 TAUX EFFECTIF GLOBAL**

Le Taux Effectif Global (TEG) ainsi que le taux de période applicable au Prêt, figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », sont donnés en respect des dispositions de l'article L. 313-4 du Code monétaire et financier.

Le TEG de chaque Ligne du Prêt est calculé pour leur durée totale sans remboursement anticipé, sur la base du taux d'intérêt initial auquel s'ajoutent les frais, commissions ou rémunérations de toute nature, directs ou indirects, nécessaires à l'octroi du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît que, conformément à la réglementation en vigueur, le TEG susmentionné, calculé selon un mode proportionnel au taux de période établi à partir d'une période de mois normalisés et rapporté à une année civile, est fourni en tenant compte de l'ensemble des commissions, rémunérations et frais, dont les frais de garantie, supportés par l'Emprunteur et portés à la connaissance du Prêteur lors de l'instruction de chaque Ligne du Prêt.

L'Emprunteur reconnaît avoir procédé personnellement à toutes les estimations et investigations qu'il considère nécessaires pour apprécier le coût total de chaque Ligne du Prêt et reconnaît avoir obtenu tous les renseignements nécessaires de la part du Prêteur.

Pour l'avenir, le Prêteur et l'Emprunteur reconnaissent expressément pour chaque Ligne du Prêt que :

- le TEG du fait des particularités de taux notamment en cas de taux variable, ne peut être fourni qu'à titre indicatif ;
- le calcul est effectué sur l'hypothèse d'un unique Versement, à la date de signature du Contrat qui vaut, pour les besoins du calcul du TEG, date de début d'amortissement théorique du Prêt.

Toutefois, ce TEG indicatif ne saurait être opposable au Prêteur en cas de modification des informations portées à sa connaissance.

Les éventuels frais de garantie, visés ci-dessus, sont intégrés pour le calcul du TEG sur la base du montage de garantie prévu à l'Article « **Garanties** ».

## **ARTICLE 5 DÉFINITIONS**

Pour l'interprétation et l'application du Contrat, les termes et expressions ci-après auront la signification suivante :

Les « **Autorisations** » désignent tout agrément, permis, certificat, autorisation, licence, approbation, notariation ou enregistrement.

Le « **Contrat** » désigne le présent Contrat de Prêt, son annexe et ses éventuels avenants.

La « **Courbe de Taux de Swap Euribor** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Euribor.

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Euribor sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Euribor (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Courbe de Taux de Swap Inflation** » désigne la courbe formée par la structure par termes des Taux de Swap Inflation.





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En cas d'absence de publication de ces taux pour une maturité donnée, la Courbe de Taux de Swap Inflation sera déterminée par interpolation linéaire réalisée à partir des Taux de Swap Inflation (taux swap « ask ») publiés pour une durée immédiatement inférieure et de ceux publiés pour une durée immédiatement supérieure.

La « **Date de Début de la Phase d'Amortissement** » correspond au premier jour du mois suivant la Date d'Effet du Contrat additionnée, dans le cas d'une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, de la Durée de la Phase de Préfinancement.

Les « **Dates d'Echéances** » correspondent, pour une Ligne du Prêt, aux dates de paiement des intérêts et/ou de remboursement du capital pendant la Phase d'Amortissement.

Selon la périodicité choisie, la date des échéances est déterminée à compter de la Date de Début de la Phase d'Amortissement.

La « **Date d'Effet** » du Contrat est la date de réception, par le Prêteur, du Contrat signé par l'ensemble des Parties et ce, dès lors que la (ou les) condition(s) stipulée(s) à l'Article « **Conditions de Prise d'Effet et Date Limite de Validité du Contrat** » a (ont) été remplie(s).

La « **Date Limite de Mobilisation** » correspond à la date de fin de la Phase de Mobilisation d'une Ligne du Prêt et est fixée soit deux mois avant la date de première échéance si la Ligne du Prêt ne comporte pas de Phase de Préfinancement, soit au terme de la Durée de la Phase de Préfinancement si la Ligne du Prêt comporte une Phase de Préfinancement.

La « **Durée de la Ligne du Prêt** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée totale du Prêt** » désigne la durée comprise entre le premier jour du mois suivant sa Date d'Effet et la dernière Date d'Echéance.

La « **Durée de la Phase d'Amortissement de la Ligne du Prêt** » désigne la durée comprise entre la Date de Début de la Phase d'Amortissement et la dernière Date d'Echéance.

La « **Garantie** » est une sûreté accordée au Prêteur qui lui permet d'obtenir le paiement de sa créance en cas de défaillance de l'Emprunteur.

La « **Garantie publique** » désigne l'engagement par lequel une collectivité publique accorde sa caution à l'Emprunteur en garantissant au Prêteur le remboursement de la Ligne du Prêt en cas de défaillance de sa part.

L'« **Index** » désigne, pour une Ligne du Prêt, l'Index de référence appliqué en vue de déterminer le taux d'intérêt.

L'« **Index Livret A** » désigne le taux du Livret A, exprimé sous forme de taux annuel, calculé par les pouvoirs publics sur la base de la formule en vigueur décrite à l'article 3 du règlement n°86-13 modifié du 14 mai 1986 du Comité de la Réglementation Bancaire et Financière relatif à la rémunération des fonds reçus par les établissements de crédit.





BANQUE des  
TERRITOIRES



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

A chaque Révision de l'Index Livret A, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant la nouvelle valeur applicable à la prochaine Date d'Echéance. En cas d'indisponibilité temporaire de l'Index, l'Emprunteur ne pourra remettre en cause la Consolidation de la Ligne du Prêt ou retarder le paiement des échéances. Celles-ci continueront à être appelées aux Dates d'Echéances contractuelles, sur la base du dernier Index publié et seront révisées lorsque les nouvelles modalités de révision seront connues.

Si le Livret A servant de base aux modalités de révision de taux vient à disparaître avant le complet remboursement du Prêt, de nouvelles modalités de révision seront déterminées par le Prêteur en accord avec les pouvoirs publics. Dans ce cas, tant que les nouvelles modalités de révision ne seront pas définies, l'Emprunteur ne pourra user de la faculté de rembourser par anticipation qu'à titre provisionnel ; le décompte de remboursement définitif sera établi dès détermination des modalités de révision de remplacement.

Le « **Jour ouvré** » désigne tout jour de la semaine autre que le samedi, le dimanche ou jour férié légal.

La « **Ligne du Prêt** » désigne la ligne affectée à la réalisation de l'opération ou à une composante de celle-ci. Elle correspond à un produit déterminé et donne lieu à l'établissement d'un tableau d'amortissement qui lui est propre. Son montant correspond à la somme des Versements effectués entre la Date d'Effet et la Date Limite de Mobilisation auquel sont ajoutés le cas échéant, pour une Ligne du Prêt avec une Phase de Préfinancement, les intérêts capitalisés liés aux Versements.

Le « **Livret A** » désigne le produit d'épargne prévu par les articles L. 221-1 et suivants du Code monétaire et financier.

Les « **Normes en matière de lutte contre la corruption** » signifient (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre la corruption, notamment celles contenues au titre III du livre IV du code pénal, à la section 3 du Chapitre II (« manquements au devoir de probité »), ainsi qu'à la section 1 du chapitre V (« corruption des personnes n'exerçant pas une fonction publique ») du titre IV, (ii) la loi n° 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, dite loi Sapin II ; (iii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre la corruption dans la mesure où celles-ci sont applicables.

Le « **Pays Sanctionné** » signifie tout pays ou territoire faisant l'objet, au titre des Réglementations Sanctions, de restrictions générales relatives aux exportations, importations, financements ou investissements.

La « **Phase d'Amortissement pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne, pour chaque Ligne du Prêt, la période débutant au premier jour du mois suivant la Date d'Effet, durant laquelle l'Emprunteur rembourse le capital prêté dans les conditions définies à l'Article « **Règlement des Echéances** », et allant jusqu'à la dernière Date d'Echéance.

La « **Phase de Différé d'Amortissement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la période durant laquelle l'Emprunteur ne règle que des échéances en intérêts. Son début coïncide avec le début de la Phase d'Amortissement.

La « **Phase de Mobilisation pour une Ligne du Prêt sans Phase de Préfinancement** » désigne la période débutant dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et s'achevant 2 mois avant la date de première échéance de la Ligne du Prêt. Durant cette phase, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer des demandes de Versement.

Le « **Prêt** » désigne la somme mise à disposition de l'Emprunteur sous la forme d'une ou plusieurs Lignes du Prêt. Son montant ne peut pas excéder celui stipulé à l'Article « **Prêt** ».



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Le « **Prêt Locatif à Usage Social** » (**PLUS**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs à usage social.

Le « **Prêt Locatif Aidé d'Intégration** » (**PLAI**) est défini à l'article R. 331-14 du Code de la construction et de l'habitation. Il est destiné à l'acquisition, la construction et l'aménagement de logements locatifs très sociaux.

Le « **Prêt Locatif Social** » (**PLS**) est destiné, selon les conditions prévues à l'article R. 331-17 du Code de la construction et de l'habitation, à l'acquisition, à la construction et à l'amélioration de logements locatifs sociaux.

Le « **Complémentaire au Prêt Locatif Social** » (**CPLS**) est un Prêt permettant de compléter le financement d'un Prêt Locatif Social (PLS) pour finaliser une opération, dans la limite de 49 % du coût total (minoré des fonds propres, subventions et Prêts divers).

La « **Réglementation relative à la Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT)** » signifie (i) l'ensemble des dispositions légales et réglementaires françaises relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent, notamment celles contenues au Livre III, titre II « Des autres atteintes aux biens » du Code pénal, et relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, notamment celles contenues au Livre IV, Titre II « Du Terrorisme » du Code pénal ainsi que celles contenues au Livre V, Titre VI « Obligations relatives à la lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement des activités terroristes, les loteries, jeux et paris prohibés et l'évasion et la fraude fiscale » du Code monétaire et financier et (ii) les réglementations étrangères relatives à la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Réglementation Sanctions** » signifie les mesures restrictives adoptées, administrées, imposées ou mises en oeuvre par le Conseil de Sécurité des Nations Unies et/ou l'Union Européenne et/ou la République Française au travers de la Direction Générale du Trésor (DGT) et/ou le gouvernement américain au travers de l'Office of Foreign Assets Control (OFAC) du Trésor américain et/ou toute autre autorité équivalente prononçant des mesures restrictives, dans la mesure où celles-ci sont applicables.

La « **Révision** » consiste à prendre en compte la nouvelle valeur de l'Index de référence selon les modalités de révision ci-dessous :

La « **Simple Révisibilité** » (**SR**) signifie que pour une Ligne du Prêt seul le taux d'intérêt actuariel annuel est révisé en cas de variation de l'Index.

Le « **Taux de Swap Euribor** » désigne à un moment donné, en euro et pour une maturité donnée, le taux fixe en fine qui sera échangé contre l'Index Euribor par référence aux taux composites Bloomberg pour la Zone euro disponibles pour les maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide de la fonction <IRSB>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.

Le « **Taux de Swap Inflation** » désigne, à un moment donné et pour une maturité donnée, le taux (exprimé en pourcentage ou en points de base par an) fixe zéro coupon (déterminé lors de la conclusion d'un contrat de swap) qui sera échangé contre l'inflation cumulée sur la durée du swap, par référence aux taux London composites swap zéro coupon pour l'inflation hors tabac disponibles pour des maturités allant de 1 à 50 ans (taux swap « ask »), tels que publiés sur les pages Bloomberg accessibles à l'aide des codes <FRSWI1 Index> à <FRSWI50 Index>, ou en cas de cessation de publication sur ces pages, toutes autres pages Bloomberg ou Thomson Reuters ou d'autres contributeurs financiers agréés qui seraient notifiées par le Prêteur à l'Emprunteur.



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

La « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » désigne, pour une Ligne du Prêt, à une date donnée, la valeur actualisée de chacun des flux de Versements et de remboursements en principal et intérêts restant à courir.

Dans le cas d'un Index révisable ou variable, les échéances seront recalculées sur la base de scénarios déterminés :

- sur la Courbe de Taux de Swap Euribor dans le cas de l'Index Euribor ;
- sur la Courbe de Taux de Swap Inflation dans le cas de l'Index Inflation ;
- sur une combinaison des Courbes de Taux de Swap des indices de référence utilisés au sein des formules en vigueur, dans le cas des Index Livret A ou LEP.

Les échéances calculées sur la base du taux fixe ou des scénarios définis ci-dessus, sont actualisées sur la Courbe de Taux de Swap Euribor zéro coupon.

Les courbes utilisées sont celles en vigueur le jour du calcul des sommes dues.

Le « **Versement** » désigne, pour une Ligne du Prêt, la mise à disposition de l'Emprunteur de tout ou partie du montant en principal de la Ligne du Prêt.

#### **ARTICLE 6** CONDITIONS DE PRISE D'EFFET ET DATE LIMITE DE VALIDITÉ DU CONTRAT

Le présent contrat et l'annexe devront être retournés signés au Prêteur

- soit par courrier : le Contrat devra alors être dûment complété, paraphé à chaque page et signé à la dernière page ;
- soit électroniquement via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) si l'Emprunteur a opté pour la signature électronique : la signature sera alors apposée électroniquement sans qu'il soit besoin de parapher les pages.

Le contrat prendra effet à la date de réception du Contrat signé par l'ensemble des Parties et après réalisation, à la satisfaction du Prêteur, de la (ou des) condition(s) ci-après mentionnée(s).

A défaut de réalisation de cette (ou de ces) condition(s) à la date du **19/03/2024** le Prêteur pourra considérer le présent Contrat comme nul et non avenu.

La prise d'effet est subordonnée à la réalisation de la (ou des) condition(s) suivante(s) :

- la production de (ou des) acte(s) conforme(s) habilitant le représentant de l'Emprunteur à intervenir au présent contrat.

#### **ARTICLE 7** CONDITIONS SUSPENSIVES AU VERSEMENT DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Il est précisé que le Versement d'une Ligne du Prêt est subordonné au respect des dispositions suivantes :

- que l'autorisation de prélèvement soit retournée au Prêteur signée par un représentant de l'Emprunteur habilité ;
- qu'il n'y ait aucun manquement de l'Emprunteur à l'un quelconque des engagements prévus à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** » ;





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- qu'aucun cas d'exigibilité anticipée, visé à l'Article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** », ne soit survenu ou susceptible de survenir ;
- que l'Emprunteur ne soit pas en situation d'impayé, de quelque nature que ce soit, vis-à-vis du Prêteur ;
- que l'Emprunteur justifie au Prêteur l'engagement de l'opération financée tel que précisé à l'Article « **Mise à Disposition de chaque Ligne du Prêt** » ;
- que l'Emprunteur produise au Prêteur la (ou les) pièce(s) suivante(s) :
  - Garanties collectivités territoriales (délibération exécutoire de garantie initiale)
  - Contrat de prêt(s) signé de l'ensemble des parties

A défaut de réalisation des conditions précitées au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date souhaitée pour le premier Versement, le Prêteur sera dans l'impossibilité de procéder au Versement des fonds à cette date.

#### **ARTICLE 8 MISE À DISPOSITION DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT**

Chaque Ligne du Prêt est mise à disposition pendant la Phase de Mobilisation du Contrat. Les Versements sont subordonnés au respect de l'Article « **Conditions Suspensives au Versement de chaque Ligne du Prêt** », à la conformité et à l'effectivité de la (ou des) Garantie(s) apportée(s), ainsi qu'à la justification, par l'Emprunteur, de l'engagement de l'opération financée notamment par la production de l'ordre de service de démarrage des travaux, d'un compromis de vente ou de toute autre pièce préalablement agréée par le Prêteur.

Le premier Versement est subordonné à la prise d'effet du Contrat et ne peut intervenir moins de dix (10) Jours ouvrés après la Date d'Effet et le dernier Versement doit intervenir avant la Date Limite de Mobilisation.

Il appartient à l'Emprunteur de s'assurer que l'échéancier de Versements correspond à l'opération financée ou de le modifier dans les conditions ci-après :

toute modification du ou des échéanciers de Versements doit être :

- soit adressée par l'Emprunteur au Prêteur par lettre parvenue au moins dix (10) Jours ouvrés avant la date de Versement prévue initialement,
- soit réalisée par l'Emprunteur directement sur le site : [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) en respectant un délai de trois (3) Jours ouvrés entre la date de demande et la nouvelle date de réalisation du Versement souhaitée.

Le Prêteur se réserve le droit de requérir de l'Emprunteur les justificatifs de cette modification de l'échéancier.

A la date limite de mobilisation de chaque Ligne du Prêt, si la somme des Versements est inférieure au montant de la Ligne du Prêt, le montant de la Ligne du Prêt sera ramené au montant effectivement versé dans les conditions figurant à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

En cas de retard dans le déroulement de l'opération, l'Emprunteur s'engage à avertir le Prêteur et à adapter le ou les échéanciers de Versements prévisionnels aux besoins effectifs de décaissements liés à l'avancement des travaux.

Le Prêteur a la faculté, pour des raisons motivées, de modifier une ou plusieurs dates prévues à l'échéancier de Versements voire de suspendre les Versements, sous réserve d'en informer préalablement l'Emprunteur par courrier ou par voie électronique.

#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les Versements sont domiciliés sur le compte dont l'intitulé exact est porté sur l'accusé de réception transmis à l'Emprunteur à la prise d'effet du Contrat.

L'Emprunteur a la faculté de procéder à un changement de domiciliation en cours de Versement du Prêt sous réserve d'en faire la demande au Prêteur, par lettre parvenue au moins vingt (20) Jours ouvrés avant la nouvelle date de réalisation du Versement.

Le Prêteur se réserve, toutefois, le droit d'agréer les établissements teneurs des comptes ainsi que les catégories de comptes sur lesquels doivent intervenir les Versements.

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## ARTICLE 9 CARACTÉRISTIQUES FINANCIÈRES DE CHAQUE LIGNE DU PRÊT

Les caractéristiques financières de chaque Ligne du Prêt sont les suivantes :

Offre CDC				
Caractéristiques de la Ligne du Prêt	CPLS	PLAI	PLAI foncier	PLS
Enveloppe	Complémentaire au PLS 2023	-	-	PLSDD 2023
Identifiant de la Ligne du Prêt	5575565	5575570	5575571	5575566
Montant de la Ligne du Prêt	727 012 €	2 702 901 €	1 183 155 €	1 122 280 €
Commission d'instruction	430 €	0 €	0 €	670 €
Durée de la période	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Taux de période	4,11 %	2,6 %	3,44 %	4,11 %
TEG de la Ligne du Prêt	4,11 %	2,6 %	3,44 %	4,11 %
Phase d'amortissement				
Durée du différé d'amortissement	24 mois	24 mois	-	24 mois
Durée	40 ans	40 ans	60 ans	40 ans
Index <sup>1</sup>	Livret A	Livret A	Livret A	Livret A
Marge fixe sur index	1,11 %	- 0,4 %	0,44 %	1,11 %
Taux d'intérêt <sup>2</sup>	4,11 %	2,6 %	3,44 %	4,11 %
Périodicité	Annuelle	Annuelle	Annuelle	Annuelle
Profil d'amortissement	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)
Condition de remboursement anticipé volontaire	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)
Modalité de révision	SR	SR	SR	SR
Taux de progressivité de l'échéance	0 %	0 %	1 %	0 %
Mode de calcul des intérêts	Equivalent	Equivalent	Equivalent	Equivalent
Base de calcul des intérêts	30 / 360	30 / 360	30 / 360	30 / 360

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'Index de la Ligne du Prêt.

**CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS**

<b>Offre CDC</b>				
<b>Caractéristiques de la Ligne du Prêt</b>	PLS foncier	PLUS	PLUS foncier	
<b>Enveloppe</b>	PLSDD 2023	-	-	
<b>Identifiant de la Ligne du Prêt</b>	5575567	5575569	5575568	
<b>Montant de la Ligne du Prêt</b>	799 365 €	6 374 302 €	2 742 849 €	
<b>Commission d'instruction</b>	470 €	0 €	0 €	
<b>Durée de la période</b>	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
<b>Taux de période</b>	3,44 %	3,6 %	3,44 %	
<b>TEG de la Ligne du Prêt</b>	3,44 %	3,6 %	3,44 %	
<b>Phase d'amortissement</b>				
<b>Durée du différé d'amortissement</b>	-	24 mois	-	
<b>Durée</b>	60 ans	40 ans	60 ans	
<b>Index<sup>1</sup></b>	Livret A	Livret A	Livret A	
<b>Marge fixe sur index</b>	0,44 %	0,6 %	0,44 %	
<b>Taux d'intérêt<sup>2</sup></b>	3,44 %	3,6 %	3,44 %	
<b>Périodicité</b>	Annuelle	Annuelle	Annuelle	
<b>Profil d'amortissement</b>	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	Échéance prioritaire (intérêts différés)	
<b>Condition de remboursement anticipé volontaire</b>	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	Indemnité actuarielle sur courbe SWAP (J-40)	
<b>Modalité de révision</b>	SR	SR	SR	
<b>Taux de progressivité de l'échéance</b>	1 %	0 %	1 %	
<b>Mode de calcul des intérêts</b>	Equivalent	Equivalent	Equivalent	
<b>Base de calcul des intérêts</b>	30 / 360	30 / 360	30 / 360	

1 A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index à la date d'émission du présent Contrat est de 3 % (Livret A).

2 Le(s) taux indiqué(s) ci-dessus est (sont) susceptible(s) de varier en fonction des variations de l'index de la Ligne du Prêt.





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les Lignes du Prêt finançant le foncier, indiquées ci-dessus, s'inscrivent dans le cadre de la politique d'accélération de la production de logement social. A cet effet, la marge fixe sur Index qui leur est appliquée correspond à la moyenne des marges de ces Lignes du Prêt pondérée par le montant de la part foncière financée par lesdites lignes.

## **ARTICLE 10 DÉTERMINATION DES TAUX**

### **MODALITÉS D'ACTUALISATION DU TAUX VARIABLE**

A chaque variation de l'Index, l'Emprunteur aura la faculté de solliciter du Prêteur la communication des informations utiles concernant les nouvelles valeurs applicables à la prochaine Date d'Echéance de chaque Ligne du Prêt.

Selon les caractéristiques propres à chaque Ligne du Prêt, l'actualisation du (ou des) taux applicable(s) s'effectue selon les modalités de révisions ci-après.

Le taux d'intérêt et, le cas échéant, le taux de progressivité de l'échéance indiqués à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** », font l'objet d'une actualisation de leur valeur, à la Date d'Effet du Contrat, en cas de variation de l'Index.

Les valeurs actualisées sont calculées par application des formules de révision indiquées ci-après.

### **MODALITÉS DE RÉVISION DU TAUX VARIABLE**

Pour chaque Ligne du Prêt révisée selon la modalité « Simple Révisibilité », le taux d'intérêt actuariel annuel (I) indiqué à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et actualisé comme indiqué ci-dessus, est révisé à la Date de Début de la Phase d'Amortissement puis à chaque Date d'Echéance de la Ligne du Prêt, dans les conditions ci-après définies :

- Le taux d'intérêt révisé (I') de la Ligne du Prêt est déterminé selon la formule :  $I' = T + M$

où T désigne le taux de l'Index en vigueur à la date de Révision et M la marge fixe sur Index prévue à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » en vigueur à la Date d'Echéance de la Ligne du Prêt.

Le taux ainsi calculé correspond au taux actuariel annuel pour la durée de la Ligne du Prêt restant à courir. Il s'applique au capital restant dû et, le cas échéant, à la part des intérêts dont le règlement a été différé.

Le taux révisé s'applique au calcul des échéances relatives à la Phase d'Amortissement restant à courir.

En tout état de cause, en Phase d'Amortissement ainsi qu'en Phase de Préfinancement éventuelle, le taux d'intérêt de chaque Ligne du Prêt ne saurait être négatif et le cas échéant sera ramené à 0 %.

### **SUBSTITUTION DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S) EN CAS DE DISPARITION DÉFINITIVE DE L'INDEX ET/OU AUTRE(S) INDICE(S)**

L'Emprunteur reconnaît que les Index et les indices nécessaires à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Euribor, de la Courbe de Taux de Swap Inflation et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT sont susceptibles d'évoluer en cours d'exécution du présent Contrat.





## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

En particulier,

- si un Index ou un indice nécessaire à la détermination de la Courbe de Taux de Swap Inflation, de la Courbe de Taux de Swap Euribor et/ou le cas-échéant de la Courbe de Taux OAT cesse d'être publié de manière permanente et définitive,

- s'il est publiquement et officiellement reconnu que ledit indice a cessé d'être représentatif du marché ou de la réalité économique sous-jacent qu'il entend mesurer ; ou

- si son administrateur fait l'objet d'une procédure de faillite ou de résolution ou d'un retrait d'agrément

(ci-après désignés comme un « Événement »),

le Prêteur désignera l'indice qui se substituera à ce dernier à compter de la disparition effective de l'indice affecté par un Événement (ou à toute autre date antérieure déterminée par le Prêteur) parmi les indices de référence officiellement désignés ou recommandés, par ordre de priorité :

(1) par l'administrateur de l'indice affecté par un Événement ;

(2) en cas de non désignation d'un successeur dans l'administration de l'indice affecté par un Événement, par toute autorité compétente (en ce compris la Commission Européenne ou les pouvoirs publics) ; ou

(3) par tout groupe de travail ou comité mis en place ou constitué à la demande de l'une quelconque des entités visées au (1) ou au (2) ci-dessus comme étant le (ou les) indices de référence de substitution de l'indice affecté par un Événement, étant précisé que le Prêteur se réserve le droit d'appliquer ou non la marge d'ajustement recommandée.

Le Prêteur, agissant de bonne foi, pourra en outre procéder à certains ajustements relatifs aux modalités de détermination et de décompte des intérêts afin de préserver l'équilibre économique des opérations réalisées entre l'Emprunteur et le Prêteur.

En particulier, si l'Index Euribor est affecté par un Événement, le Prêteur pourra substituer au Taux de Swap Euribor le taux fixe in fine qui sera échangé contre l'indice de substitution choisi. L'indice de substitution et les éventuels ajustements y afférents seront notifiés à l'Emprunteur.

Afin de lever toute ambiguïté, il est précisé que le présent paragraphe (Substitution de l'Index – disparition permanente et définitive de l'Index et/ou autres indices) et l'ensemble de ses stipulations s'appliqueront mutatis mutandis à tout taux successeur de l'Index initial et/ou des autres indices initiaux qui serait à son tour affecté par un Événement.

## ARTICLE 11 CALCUL ET PAIEMENT DES INTÉRÊTS

Les intérêts dus au titre de la période comprise entre deux Dates d'Echéances sont déterminés selon la ou les méthodes de calcul décrites ci-après.

Où (I) désigne les intérêts calculés à terme échu, (K) le capital restant dû au début de la période majoré, le cas échéant, du stock d'intérêts et (t) le taux d'intérêt annuel sur la période.

### ■ Méthode de calcul selon un mode équivalent et une base « 30 / 360 » :

$$I = K \times [(1 + t) \text{ "base de calcul" } - 1]$$

La base de calcul « 30 / 360 » suppose que l'on considère que tous les mois comportent 30 jours et que l'année comporte 360 jours.

Pour chaque Ligne du Prêt, les intérêts seront exigibles selon les conditions ci-après.

Pour chaque Ligne du Prêt ne comportant pas de Phase de Préfinancement, les intérêts dus au titre de la première échéance seront déterminés prorata temporis pour tenir compte des dates effectives de Versement des fonds.



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

De la même manière, les intérêts dus au titre des échéances suivantes seront déterminés selon les méthodes de calcul ci-dessus et compte tenu des modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

### **ARTICLE 12 AMORTISSEMENT ET REMBOURSEMENT DU CAPITAL**

Pour chaque Ligne du Prêt, l'amortissement du capital se fera selon le ou les profils d'amortissements ci-après.

Lors de l'établissement du tableau d'amortissement d'une Ligne du Prêt avec un profil « échéance prioritaire (intérêts différés) », les intérêts et l'échéance sont prioritaires sur l'amortissement de la Ligne du Prêt. Ce dernier se voit déduit et son montant correspond à la différence entre le montant de l'échéance et celui des intérêts.

La séquence d'échéance est fonction du taux de progressivité des échéances mentionnées aux Articles « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et « **Détermination des Taux** ».

Si les intérêts sont supérieurs à l'échéance, alors la différence entre le montant des intérêts et de l'échéance constitue les intérêts différés. Le montant amorti au titre de la période est donc nul.

### **ARTICLE 13 RÈGLEMENT DES ÉCHÉANCES**

L'Emprunteur paie, à chaque Date d'Echéance, le montant correspondant au remboursement du capital et au paiement des intérêts dus. Ce montant est déterminé selon les modalités définies à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Le tableau d'amortissement de chaque Ligne du Prêt indique le capital restant dû et la répartition des échéances entre capital et intérêts, et le cas échéant du stock d'intérêts, calculée sur la base d'un Versement unique réalisé en Date de Début de la Phase d'Amortissement.

Les paiements font l'objet d'un prélèvement automatique au bénéfice du Prêteur. Ce prélèvement est effectué conformément à l'autorisation reçue par le Prêteur à cet effet.

Les paiements sont effectués de sorte que les fonds parviennent effectivement dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au plus tard le jour de l'échéance ou le premier jour ouvré suivant celui de l'échéance si ce jour n'est pas un jour ouvré.

### **ARTICLE 14 COMMISSIONS, PENALITES ET INDEMNITES**

L'Emprunteur sera redevable, sauf exonération accordée par le Prêteur, pour une ou plusieurs Lignes du Prêt, d'une commission d'instruction de 0,06% (6 points de base) du montant de la Ligne du Prêt. Cette commission ne pourra excéder vingt mille euros (20 000 euros) et correspond au montant perçu par le Prêteur au titre des frais de dossier.

Selon la typologie du dossier, elle viendra minorer le premier Versement fait par le Prêteur à l'Emprunteur ou fera l'objet d'une mise en recouvrement dans le mois suivant la prise d'effet du Contrat. Elle restera définitivement acquise au Prêteur, même si la Ligne du Prêt n'est que partiellement mobilisée. Son montant est prévu à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Ladite commission d'instruction sera également due par l'Emprunteur si à l'issue de la Phase de Mobilisation aucun Versement n'a été effectué.

## **ARTICLE 15 DÉCLARATIONS ET ENGAGEMENTS DE L'EMPRUNTEUR**

### **15.1 Déclarations de l'Emprunteur :**

L'Emprunteur déclare et garantit au Prêteur :

- avoir pris connaissance de ses obligations prévues à l'article 1112-1 du Code civil et avoir échangé à cette fin avec le Prêteur toutes les informations qu'il estimait, au regard de leur importance, déterminantes pour le consentement de l'autre Partie ;
- avoir pris connaissance de toutes les dispositions et pièces formant le Contrat et les accepter ;
- qu'il a la capacité de conclure et signer le Contrat auquel il est Partie, ayant obtenu toutes les autorisations nécessaires à cet effet, ainsi que d'exécuter les obligations qui en découlent ;
- qu'il renonce expressément à bénéficier d'un délai de rétractation à compter de la conclusion du contrat ;
- qu'il a une parfaite connaissance et compréhension des caractéristiques financières et des conditions de remboursement du Prêt et qu'il reconnaît avoir obtenu de la part du Prêteur, en tant que de besoin, toutes les informations utiles et nécessaires ;
- la conformité des décisions jointes aux originaux et rendues exécutoires ;
- la sincérité des documents transmis et notamment de la certification des documents comptables fournis et l'absence de toute contestation à leur égard ;
- qu'il n'est pas en état de cessation de paiement et ne fait l'objet d'aucune procédure collective ;
- qu'il n'a pas déposé de requête en vue de l'ouverture d'une procédure amiable le concernant ;
- l'absence de recours de quelque nature que ce soit à l'encontre de l'opération financée ;

### **15.2 Engagements de l'Emprunteur :**

Sous peine de déchéance du terme de remboursement du Prêt, l'Emprunteur s'engage à :

- affecter les fonds exclusivement au projet défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat. Cependant, l'utilisation des fonds par l'Emprunteur pour un objet autre que celui défini à l'Article précité ne saurait en aucun cas engager la responsabilité du Prêteur ;
- rembourser le Prêt aux Dates d'Echéances convenues ;
- assurer les immeubles, objet du présent financement, contre l'incendie et à présenter au Prêteur un exemplaire des polices en cours à première réquisition ;
- ne pas consentir, sans l'accord préalable du Prêteur, de Garantie sur le foncier et les immeubles financés, pendant toute la durée de remboursement du Prêt, à l'exception de celles qui pourraient être prises, le cas échéant, par le(s) garant(s) en contrepartie de l'engagement constaté par l'Article « **Garanties** » du Contrat ;





BANQUE des  
TERRITOIRES



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- obtenir tous droits immobiliers, permis et Autorisations nécessaires, s'assurer et /ou faire en sorte que celles-ci nécessaires ou requises pour réaliser l'opération sont délivrées et maintenues en vigueur ;
- justifier du titre définitif conforme conférant les droits réels immobiliers pour l'opération financée dans les cas où celui-ci n'a pas été préalablement transmis et conserver, sauf accord préalable écrit du Prêteur, la propriété de tout ou partie significative des biens financés par le Prêt ;
- souscrire et maintenir, le cas échéant, pendant toute la durée du chantier et jusqu'à l'achèvement des ouvrages financés par le Prêteur, une police d'assurance tous risques chantier, pour son compte et celui de tous les intervenants à la construction, garantissant les ouvrages en cours de construction contre tous dommages matériels, ainsi que la responsabilité de l'Emprunteur comme de tous les intervenants pour tous dommages aux avoisinants ou aux existants ;
- entretenir, réparer et renouveler les actifs utilisés dans le cadre de l'opération ;
- apporter, le cas échéant, les fonds propres nécessaires à l'équilibre financier de l'opération ;
- informer, le cas échéant, préalablement (et au plus tard dans le mois précédant l'évènement) le Prêteur et obtenir son accord sur tout projet :
  - de transformation de son statut, ou de fusion, absorption, scission, apport partiel d'actif, transfert universel de patrimoine ou toute autre opération assimilée ;
  - de modification relative à son actionnariat de référence et à la répartition de son capital social telle que cession de droits sociaux ou entrée au capital d'un nouvel associé/actionnaire ;
  - de signature ou modification d'un pacte d'associés ou d'actionnaires, et plus spécifiquement s'agissant des SA d'HLM au sens des dispositions de l'article L.422-2-1 du Code de la construction et de l'habitation ;
- maintenir, pendant toute la durée du Contrat, la vocation sociale de l'opération financée et justifier du respect de cet engagement par l'envoi, au Prêteur, d'un rapport annuel d'activité ;
- produire à tout moment au Prêteur, sur sa demande, les documents financiers et comptables des trois derniers exercices clos ainsi que, le cas échéant, un prévisionnel budgétaire ou tout ratio financier que le Prêteur jugera utile d'obtenir ;
- fournir à la demande du Prêteur, les pièces attestant de la réalisation de l'objet du financement visé à l'Article « **Objet du Prêt** », ainsi que les documents justifiant de l'obtention de tout financement permettant d'assurer la pérennité du caractère social de l'opération financée ;
- fournir au Prêteur, dans les deux années qui suivent la date d'achèvement des travaux, le prix de revient définitif de l'opération financée par le Prêt ;
- tenir des écritures comptables de toutes les transactions financières et dépenses faites dans le cadre de l'opération financée et conserver lesdits livres comptables ;
- fournir, soit sur sa situation, soit sur les projets financés, tout renseignement et document budgétaire ou comptable à jour que le Prêteur peut être amené à lui réclamer notamment, une prospective actualisée mettant en évidence sa capacité à moyen et long terme à faire face aux charges générées par le projet, et à permettre aux représentants du Prêteur de procéder à toutes vérifications qu'ils jugeraient utiles ;

#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

- informer, le cas échéant, le Prêteur sans délai, de toute décision tendant à déférer les délibérations de l'assemblée délibérante de l'Emprunteur autorisant le recours au Prêt et ses modalités devant toute juridiction, de même que du dépôt de tout recours à l'encontre d'un acte détachable du Contrat ;
- informer, le cas échéant, le Prêteur, sans délai, de l'ouverture d'une procédure amiable à sa demande ou de l'ouverture d'une procédure collective à son égard, ainsi que de la survenance de toute procédure précontentieuse, contentieuse, arbitrale ou administrative devant toute juridiction ou autorité quelconque ;
- informer préalablement, le cas échéant, le Prêteur de tout projet de nantissement de ses parts sociales ou actions ;
- informer, dès qu'il en a connaissance, le Prêteur de la survenance de tout événement visé à l'article « **Remboursements Anticipés et Leurs Conditions Financières** » ;
- informer le Prêteur dès qu'il en a connaissance, de tout événement susceptible de retarder le démarrage de l'opération financée, d'en suspendre momentanément ou durablement voire d'en annuler la réalisation, ou d'en modifier le contenu ;
- informer le Prêteur de la date d'achèvement des travaux, par production de la déclaration ad hoc, dans un délai maximum de trois mois à compter de celle-ci ;
- respecter les dispositions réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux et transmettre au Prêteur, en cas de réalisation de logements locatifs sociaux sur le(s) bien(s) immobilier(s) financé(s) au moyen du Prêt, la décision de subvention ou d'agrément ouvrant droit à un financement de la Caisse des Dépôts ou d'un établissement de crédit ayant conclu une convention avec celle-ci ;
- rembourser la Ligne du Prêt CPLS octroyée par le Prêteur, en complément du financement de l'opération objet du présent Prêt, dans le cas où la Ligne du Prêt PLS ferait l'objet d'un remboursement anticipé, total ou partiel, volontaire ou obligatoire.
- réaliser au moyen des fonds octroyés une opération immobilière conforme aux exigences de l'un des référentiels suivants : PERENE pour la Réunion, ECODOM + pour la Guadeloupe, la Guyane et la Martinique ou tout autre référentiel reconnu par la Caisse des Dépôts et présentant des niveaux d'exigences équivalents ou supérieurs aux référentiels précités.

#### ARTICLE 16 GARANTIES

Le remboursement du capital et le paiement des intérêts ainsi que toutes les sommes contractuellement dues ou devenues exigibles au titre du présent contrat sont garantis comme suit :

Type de Garantie	Dénomination du garant / Désignation de la Garantie	Quotité Garantie (en %)
Collectivités locales	DEPARTEMENT DU VAR	50,00
Collectivités locales	METROPOLE TOULON-PROVENCE-MEDITERRANEE	50,00

Les Garants du Prêt s'engagent, pendant toute la durée du Prêt, au cas où l'Emprunteur, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas de toutes sommes contractuellement dues ou devenues exigibles, à en effectuer le paiement en son lieu et place et sur simple demande du Prêteur, sans pouvoir exiger que celui-ci discute au préalable les biens de l'Emprunteur défaillant.



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les engagements de ces derniers sont réputés conjoints, de telle sorte que la Garantie de chaque Garant est due pour la totalité du Prêt à hauteur de sa quote-part expressément fixée aux termes de l'acte portant Garantie au Prêt.

### **ARTICLE 17 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS ET LEURS CONDITIONS FINANCIÈRES**

Tout remboursement anticipé devra être accompagné du paiement, le cas échéant, des intérêts différés correspondants. Ce montant sera calculé au prorata des capitaux remboursés en cas de remboursement partiel.

Tout remboursement anticipé doit être accompagné du paiement des intérêts courus contractuels correspondants.

Le paiement des intérêts courus sur les sommes ainsi remboursées par anticipation, sera effectué dans les conditions définies à l'Article « **Calcul et Paiement des Intérêts** ».

Le remboursement anticipé partiel ou total du Prêt, qu'il soit volontaire ou obligatoire, donnera lieu, au règlement par l'Emprunteur d'une indemnité dont les modalités de calcul sont détaillées selon les différents cas, au sein du présent Article.

L'indemnité perçue par le Prêteur est destinée à compenser le préjudice financier résultant du remboursement anticipé du Prêt avant son terme, au regard de la spécificité de la ressource prêtée et de son remplacement sur les marchés financiers.

L'Emprunteur reconnaît avoir été informé des conditions financières des remboursements anticipés et en accepte les dispositions.

#### **17.1 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS VOLONTAIRES**

##### **17.1.1 Conditions des demandes de remboursements anticipés volontaires**

Pour chaque Ligne du Prêt comportant une indemnité actuarielle, dont les modalités de calculs sont stipulées ci-après, l'Emprunteur a la faculté d'effectuer, en Phase d'amortissement, des remboursements anticipés volontaires totaux ou partiels à chaque Date d'Echéance moyennant un préavis de quarante cinq (45) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée. Les remboursements anticipés volontaires sont pris en compte pour l'échéance suivante si le Versement effectif des sommes est constaté dans les écritures comptables de la Caisse des Dépôts au moins deux mois avant cette échéance.

La date du jour de calcul des sommes dues est fixée quarante (40) jours calendaires avant la date de remboursement anticipé volontaire souhaitée.

Toute demande de remboursement anticipé volontaire notifiée conformément à l'Article « **Notifications** » doit indiquer, pour chaque Ligne du Prêt, la date à laquelle doit intervenir le remboursement anticipé volontaire, le montant devant être remboursé par anticipation et préciser la (ou les) Ligne(s) du Prêt sur laquelle (ou lesquelles) ce(s) remboursement(s) anticipé(s) doit(doivent) intervenir.

Le Prêteur lui adressera, trente cinq (35) jours calendaires avant la date souhaitée pour le remboursement anticipé volontaire, le montant de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire calculé selon les modalités détaillées ci-après au présent article.

L'Emprunteur devra confirmer le remboursement anticipé volontaire par courriel ou par télécopie, selon les modalités définies à l'Article « **Notifications** », dans les cinq (5) jours calendaires qui suivent la réception du calcul de l'indemnité de remboursement anticipé volontaire.



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Sa confirmation vaut accord irrévocable des Parties sur le montant total du remboursement anticipé volontaire et du montant de l'indemnité.

### 17.1.2 Conditions financières des remboursements anticipés volontaires

Les conditions financières des remboursements anticipés volontaires définies ci-dessous et applicables à chaque Ligne du Prêt sont détaillées à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** ».

Durant la Phase d'Amortissement, les remboursements anticipés volontaires donnent également lieu à la perception, par le Prêteur, d'une indemnité actuarielle dont le montant sera égal à la différence, uniquement lorsque celle-ci est positive, entre la « **Valeur de Marché de la Ligne du Prêt** » et le montant du capital remboursé par anticipation, augmenté des intérêts courus non échus dus à la date du remboursement anticipé.

En cas de remboursement anticipé partiel, les échéances ultérieures sont recalculées, par application des caractéristiques en vigueur à la date du remboursement, sur la base, d'une part, du capital restant dû majoré, le cas échéant, des intérêts différés correspondants et, d'autre part, de la durée résiduelle du Prêt.

## 17.2 REMBOURSEMENTS ANTICIPÉS OBLIGATOIRES

### 17.2.1 Premier cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles en cas de :

- tout impayé à Date d'Echéance, ces derniers entraîneront également l'exigibilité d'intérêts moratoires ;
- perte par l'Emprunteur de sa qualité le rendant éligible au Prêt ;
- dévolution du bien financé à une personne non éligible au Prêt et/ou non agréée par le Prêteur en raison de la dissolution, pour quelque cause que ce soit, de l'organisme Emprunteur ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales ne contractualisant pas avec la Caisse des Dépôts pour l'acquisition desdits logements ;
- non respect par l'Emprunteur des dispositions légales et réglementaires applicables aux logements locatifs sociaux ;
- non utilisation des fonds empruntés conformément à l'objet du Prêt tel que défini à l'Article « **Objet du Prêt** » du Contrat ;
- non respect de l'un des engagements de l'Emprunteur énumérés à l'Article « **Déclarations et Engagements de l'Emprunteur** », ou en cas de survenance de l'un des événements suivants :
  - dissolution, liquidation judiciaire ou amiable, plan de cession de l'Emprunteur ou de l'un des associés de l'Emprunteur dans le cadre d'une procédure collective ;
  - la(les) Garantie(s) octroyée(s) dans le cadre du Contrat, a(ont) été rapportée(s), cesse(nt) d'être valable(s) ou pleinement efficace(s), pour quelque cause que ce soit.
- Fausse déclaration de l'Emprunteur ayant permis d'obtenir l'octroi du Prêt ;





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



#### CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une pénalité égale à 7 % du montant total des sommes exigibles par anticipation.

##### **17.2.2 Deuxième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire**

Toutes sommes contractuellement dues au Prêteur au titre du Contrat deviendront immédiatement exigibles dans les cas suivants :

- cession, démolition ou destruction du bien immobilier financé par le Prêt, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou renonciation expresse du Prêteur ;
- transfert, démembrement ou extinction, pour quelque motif que ce soit, des droits réels immobiliers détenus par l'Emprunteur sur le bien financé ;
- action judiciaire ou administrative tendant à modifier ou à annuler les autorisations administratives nécessaires à la réalisation de l'opération ;
- modification du statut juridique, du capital (dans son montant ou dans sa répartition), de l'actionnaire de référence, du pacte d'actionnaires ou de la gouvernance de l'Emprunteur, n'ayant pas obtenu l'accord préalable du Prêteur ;
- nantissement des parts sociales ou actions de l'Emprunteur.

Les cas de remboursements anticipés obligatoires ci-dessus donneront lieu au paiement par l'Emprunteur d'une indemnité égale à un semestre d'intérêts sur les sommes remboursées par anticipation, calculée au taux du Prêt en vigueur à la date du remboursement anticipé.

##### **17.2.3 Troisième cas entraînant un remboursement anticipé obligatoire**

L'Emprunteur s'oblige, au plus tard dans les deux (2) années qui suivent la date de déclaration d'achèvement des travaux ou dans l'année qui suit l'élaboration de la fiche de clôture d'opération, à rembourser les sommes trop perçues, au titre du Contrat, lorsque :

- le montant total des subventions obtenues est supérieur au montant initialement mentionné dans le plan de financement de l'opération ;
- le prix de revient définitif de l'opération est inférieur au prix prévisionnel ayant servi de base au calcul du montant du Prêt.

A défaut de remboursement dans ces délais une indemnité, égale à celle perçue en cas de remboursements anticipés volontaires, sera due sur les sommes trop perçues remboursées par anticipation.

Donnent lieu au seul paiement des intérêts contractuels courus correspondants, les cas de remboursements anticipés suivants :

- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes physiques ;
- vente de logement faite par l'Emprunteur au profit de personnes morales contractualisant avec la Caisse des Dépôts, dans les conditions d'octroi de cette dernière, pour l'acquisition desdits logements ;
- démolition pour vétusté et/ou dans le cadre de la politique de la ville (Zone ANRU).





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 18 RETARD DE PAIEMENT - INTÉRÊTS MORATOIRES**

Toute somme due au titre de chaque Ligne du Prêt indexée sur Livret A, non versée à la date d'exigibilité, porte intérêt de plein droit, dans toute la mesure permise par la loi, à compter de cette date, au taux du Livret A majoré de 6 % (600 points de base).

La date d'exigibilité des sommes remboursables par anticipation s'entend de la date du fait générateur de l'obligation de remboursement, quelle que soit la date à laquelle ce fait générateur a été constaté par le Prêteur.

La perception des intérêts de retard mentionnés au présent article ne constituera en aucun cas un octroi de délai de paiement ou une renonciation à un droit quelconque du Prêteur au titre du Contrat.

Sans préjudice de leur exigibilité à tout moment, les intérêts de retard échus et non-payés seront capitalisés avec le montant impayé, s'ils sont dus pour au moins une année entière au sens de l'article 1343-2 du Code civil.

## **ARTICLE 19 DISPOSITIONS DIVERSES**

### **19.1 Non renonciation**

Le Prêteur ne sera pas considéré comme ayant renoncé à un droit au titre du Contrat ou de tout document s'y rapportant du seul fait qu'il s'abstient de l'exercer ou retarde son exercice.

L'exercice partiel d'un droit ne sera pas un obstacle à son exercice ultérieur, ni à l'exercice, plus généralement, des droits et recours prévus par toute réglementation.

### **19.2 Imprévision**

Sans préjudice des autres stipulations du Contrat, chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du présent contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 dudit code.

### **19.3 Nullité**

Même si l'une des clauses ou stipulations du Contrat est réputée, en tout ou partie, nulle ou caduque, la validité du Contrat n'est pas affectée.

### **19.4 Lutte contre le Blanchiment de Capitaux et le Financement du Terrorisme (LCB-FT) et lutte anti-corruption (LAC)**

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs ne se sont comportés d'une manière susceptible d'enfreindre les Réglementations relatives à la lutte contre le blanchiment de capitaux, et de financement du terrorisme (LCB-FT), ou aux normes en matière de lutte anti-corruption (LAC) qui leur sont applicables.

En outre, l'Emprunteur a pris et maintient toutes les mesures nécessaires et a notamment adopté et met en oeuvre des procédures et lignes de conduite adéquates afin de prévenir toute violation de ces lois, réglementations et règles.

L'Emprunteur s'engage :



**BANQUE des  
TERRITOIRES**



## CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

(i) à ne pas utiliser, directement ou indirectement, tout ou partie du produit du Prêt pour prêter, apporter ou mettre à disposition d'une quelconque manière ledit produit à toute personne ou entité ayant pour effet d'entraîner un non-respect des Réglementations relatives à la LCB-FT ou à la LAC.

(ii) à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de toute plainte, action, procédure, mise en demeure ou investigation relative à une violation des lois et/ou réglementations en matière de LCB-FT ou de LAC concernant une des personnes susmentionnées.

En vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur relatives à LCB-FT et des sanctions pénales y attachées, le Prêteur a l'obligation de maintenir une connaissance actualisée de l'Emprunteur, de s'informer de l'identité véritable des personnes au bénéfice desquelles les opérations sont réalisées le cas échéant (bénéficiaires effectifs) et de s'informer auprès de l'Emprunteur lorsqu'une opération lui apparaît inhabituelle en raison notamment de ses modalités ou de son montant ou de son caractère exceptionnel. A ce titre, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, sera notamment tenu de déclarer les sommes ou opérations pouvant provenir de toute infraction passible d'une peine privative de liberté supérieure à un an ou qui pourraient participer au financement du terrorisme.

Dans le respect des lois et réglementations en vigueur, pendant toute la durée du Contrat de Prêt, l'Emprunteur (i) est informé que, pour répondre à ses obligations légales, le Prêteur, ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, met en oeuvre des traitements de surveillance ayant pour finalité la LCB-FT, (ii) s'engage à communiquer à première demande au Prêteur, ou à l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, tout document ou information nécessaires aux fins de respecter toute obligation qui lui est imposée par toute disposition légale ou réglementaire relative à la LCB-FT, (iii) s'engage à ce que les informations communiquées soient exactes, complètes et à jour et (iv) reconnaît que l'effet des règles ou décisions des autorités françaises, internationales ou étrangères peuvent affecter, suspendre ou interdire la réalisation de certaines opérations.

### 19.5 Sanctions internationales

L'Emprunteur déclare que lui-même, ses filiales, leurs représentants, mandataires sociaux, dirigeants ou représentants légaux et agents ou employés respectifs (i) ne sont actuellement pas visés par les, ou soumis aux, Réglementations Sanctions, (ii) ne sont actuellement pas situés, organisés ou résidents dans un pays ou territoire qui est visé par ou soumis à, ou dont le gouvernement est visé par ou soumis à, l'une des Réglementations Sanctions et/ou (iii) ne sont pas engagés dans des activités qui seraient interdites par les Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à respecter l'ensemble des Réglementations Sanctions et à ne pas utiliser, prêter, investir, ou mettre autrement à disposition le produit du prêt (i) dans un Pays Sanctionné ou (ii) d'une manière qui entraînerait une violation par l'Emprunteur des Réglementations Sanctions.

L'Emprunteur s'engage à informer sans délai le Prêteur ou l'établissement gestionnaire du Prêteur le cas échéant, de tout soupçon ou connaissance qu'il pourrait avoir sur le fait que l'une des personnes susmentionnées est en violation des Réglementations Sanctions.

### 19.6 Cession

L'Emprunteur ne pourra en aucun cas céder ni transférer l'un quelconque de ses droits ou de l'ensemble de ses droits ou obligations en vertu du présent contrat sans avoir au préalable obtenu l'accord écrit du Prêteur.

Le Prêteur pourra, après avoir informé l'Emprunteur, céder ou transférer tout ou partie des droits ou obligations découlant du présent contrat.

Caisse des dépôts et consignations

Immeuble Les Docks - 10, place de la Joliette - Atrium 10.5 - 13002 Marseille - Tél : 04 91 39 59 00  
provenance-alpes-cote-d-azur@caissedesdepots.fr

[banquedesterritoires.fr](http://banquedesterritoires.fr) | @BanqueDesTerr



BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

## **ARTICLE 20 DROITS ET FRAIS**

L'Emprunteur prend à sa charge les droits et frais présents et futurs qui peuvent résulter du Contrat et notamment les frais de gestion et les commissions prévues à l'Article « **Caractéristiques Financières de chaque Ligne du Prêt** » et, le cas échéant, à l'Article « **Commissions, pénalités et indemnités** ».

Les frais de constitution des Garanties, de réalisation des formalités de publicité éventuelles et les frais liés à leur renouvellement seront supportés par l'Emprunteur.

Les impôts et taxes présents et futurs, de quelque nature que ce soit, et qui seraient la suite ou la conséquence du Prêt seront également acquittés par l'Emprunteur ou remboursés au Prêteur en cas d'avance par ce dernier, et définitivement supportés par l'Emprunteur.

## **ARTICLE 21 NOTIFICATIONS ET DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL**

Toutes les communications entre l'Emprunteur et le Prêteur (y compris les demandes de Prêt(s)) peuvent être effectuées soit par courriel soit via le site [www.banquedesterritoires.fr](http://www.banquedesterritoires.fr) par un représentant de l'Emprunteur dûment habilité. A cet égard, l'Emprunteur reconnaît que toute demande ou notification émanant de son représentant dûment habilité et transmise par courriel ou via le site indiqué ci-dessus l'engagera au même titre qu'une signature originale et sera considérée comme valable, même si, pour la bonne forme, une lettre simple de confirmation est requise.

Par ailleurs, l'Emprunteur est avisé que les informations résultant de la législation et de la réglementation concernant les données personnelles, et notamment, le règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du Traitement des Données à caractère personnel et à la libre circulation de ces Données, applicable à compter du 25 mai 2018 (ci-après, « le RGPD »), font l'objet d'une notice, consultable sur le site [www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles](http://www.banquedesterritoires.fr/donnees-personnelles).

## **ARTICLE 22 ÉLECTION DE DOMICILE ET ATTRIBUTION DE COMPÉTENCE**

Le Contrat est soumis au droit français.

Pour l'entière exécution des présentes et de leur suite, les Parties font élection de domicile, à leurs adresses ci-dessus mentionnées.

En cas de différends sur l'interprétation ou l'exécution des présentes, les Parties s'efforceront de trouver de bonne foi un accord amiable.

A défaut d'accord trouvé, tout litige sera soumis aux tribunaux compétents dans le ressort des juridictions du second degré de Paris.







BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR



CDC HABITAT  
33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE  
CS 31442  
75646 PARIS CEDEX 13

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
Immeuble Les Docks  
10, place de la Joliette  
Atrium 10.5  
13002 Marseille

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U127848, CDC HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 155175, Ligne du Prêt n° 5575565

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR3840031000010000240488Z35 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000091 en date du 15 novembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*







BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR



CDC HABITAT  
33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE  
CS 31442  
75646 PARIS CEDEX 13

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
Immeuble Les Docks  
10, place de la Joliette  
Atrium 10.5  
13002 Marseille

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U127848, CDC HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 155175, Ligne du Prêt n° 5575570

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR3840031000010000240488Z35 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000091 en date du 15 novembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR



CDC HABITAT  
33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE  
CS 31442  
75646 PARIS CEDEX 13

à CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
Immeuble Les Docks  
10, place de la Joliette  
Atrium 10.5  
13002 Marseille

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U127848, CDC HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 155175, Ligne du Prêt n° 5575571

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR3840031000010000240488Z35 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000091 en date du 15 novembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR



CDC HABITAT  
33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE  
CS 31442  
75646 PARIS CEDEX 13

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
Immeuble Les Docks  
10, place de la Joliette  
Atrium 10.5  
13002 Marseille

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U127848, CDC HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 155175, Ligne du Prêt n° 5575566

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR3840031000010000240488Z35 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000091 en date du 15 novembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR



CDC HABITAT  
33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE  
CS 31442  
75646 PARIS CEDEX 13

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
Immeuble Les Docks  
10, place de la Joliette  
Atrium 10.5  
13002 Marseille

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U127848, CDC HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 155175, Ligne du Prêt n° 5575567

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR3840031000010000240488Z35 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000091 en date du 15 novembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*





CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR



CDC HABITAT  
33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE  
CS 31442  
75646 PARIS CEDEX 13

à CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
Immeuble Les Docks  
10, place de la Joliette  
Atrium 10.5  
13002 Marseille

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U127848, CDC HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 155175, Ligne du Prêt n° 5575569

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR3840031000010000240488Z35 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000091 en date du 15 novembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*





BANQUE des  
**TERRITOIRES**



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR



CDC HABITAT  
33 AVENUE PIERRE MENDES FRANCE  
CS 31442  
75646 PARIS CEDEX 13

à CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR  
Immeuble Les Docks  
10, place de la Joliette  
Atrium 10.5  
13002 Marseille

### CONFIRMATION D'AUTORISATION DE PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

U127848, CDC HABITAT

Objet : Contrat de Prêt n° 155175, Ligne du Prêt n° 5575568

Je confirme l'autorisation donnée à la Caisse des Dépôts de recouvrer les échéances, les commissions, les frais et accessoires, ainsi que les indemnités, pénalités et toutes autres sommes éventuellement dues au titre de la Ligne du Prêt visée en objet et ce, par prélèvement direct sur le compte référencé CDCGFRPPXXX/FR3840031000010000240488Z35 en vertu du mandat n° ??DPH2013319000091 en date du 15 novembre 2013.

*Si vous souhaitez changer de domiciliation bancaire de recouvrement, nous vous invitons à nous retourner le relevé d'identité bancaire correspondant afin que nous puissions établir le cas échéant le mandat SEPA correspondant.*



Edité le : 19/12/2023

### Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR



Capital prêté : 727 012 €  
Taux actuariel théorique : 4,11 %  
Taux effectif global : 4,11 %

Emprunteur : 0043210 - CDC HABITAT  
N° du Contrat de Prêt : 155175 / N° de la Ligne du Prêt : 5575565  
Opération : Acquisition en VEFA  
Produit : CPLS - Complémentaire au PLS 2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/12/2024	4,11	29 880,19	0,00	29 880,19	0,00	727 012,00	0,00
2	19/12/2025	4,11	29 880,19	0,00	29 880,19	0,00	727 012,00	0,00
3	19/12/2026	4,11	38 132,67	8 252,48	29 880,19	0,00	718 759,52	0,00
4	19/12/2027	4,11	38 132,67	8 591,65	29 541,02	0,00	710 167,87	0,00
5	19/12/2028	4,11	38 132,67	8 944,77	29 187,90	0,00	701 223,10	0,00
6	19/12/2029	4,11	38 132,67	9 312,40	28 820,27	0,00	691 910,70	0,00
7	19/12/2030	4,11	38 132,67	9 695,14	28 437,53	0,00	682 215,56	0,00
8	19/12/2031	4,11	38 132,67	10 093,61	28 039,06	0,00	672 121,95	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



Edité le : 19/12/2023

## Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
9	19/12/2032	4,11	38 132,67	10 508,46	27 624,21	0,00	661 613,49	0,00
10	19/12/2033	4,11	38 132,67	10 940,36	27 192,31	0,00	650 673,13	0,00
11	19/12/2034	4,11	38 132,67	11 390,00	26 742,67	0,00	639 283,13	0,00
12	19/12/2035	4,11	38 132,67	11 858,13	26 274,54	0,00	627 425,00	0,00
13	19/12/2036	4,11	38 132,67	12 345,50	25 787,17	0,00	615 079,50	0,00
14	19/12/2037	4,11	38 132,67	12 852,90	25 279,77	0,00	602 226,60	0,00
15	19/12/2038	4,11	38 132,67	13 381,16	24 751,51	0,00	588 845,44	0,00
16	19/12/2039	4,11	38 132,67	13 931,12	24 201,55	0,00	574 914,32	0,00
17	19/12/2040	4,11	38 132,67	14 503,69	23 628,98	0,00	560 410,63	0,00
18	19/12/2041	4,11	38 132,67	15 099,79	23 032,88	0,00	545 310,84	0,00
19	19/12/2042	4,11	38 132,67	15 720,39	22 412,28	0,00	529 590,45	0,00
20	19/12/2043	4,11	38 132,67	16 366,50	21 766,17	0,00	513 223,95	0,00
21	19/12/2044	4,11	38 132,67	17 039,17	21 093,50	0,00	496 184,78	0,00
22	19/12/2045	4,11	38 132,67	17 739,48	20 393,19	0,00	478 445,30	0,00
23	19/12/2046	4,11	38 132,67	18 468,57	19 664,10	0,00	459 976,73	0,00
24	19/12/2047	4,11	38 132,67	19 227,63	18 905,04	0,00	440 749,10	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 19/12/2023

Tableau d'Amortissement  
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
25	19/12/2048	4,11	38 132,67	20 017,88	18 114,79	0,00	420 731,22	0,00
26	19/12/2049	4,11	38 132,67	20 840,62	17 292,05	0,00	399 890,60	0,00
27	19/12/2050	4,11	38 132,67	21 697,17	16 435,50	0,00	378 193,43	0,00
28	19/12/2051	4,11	38 132,67	22 588,92	15 543,75	0,00	355 604,51	0,00
29	19/12/2052	4,11	38 132,67	23 517,32	14 615,35	0,00	332 087,19	0,00
30	19/12/2053	4,11	38 132,67	24 483,89	13 648,78	0,00	307 603,30	0,00
31	19/12/2054	4,11	38 132,67	25 490,17	12 642,50	0,00	282 113,13	0,00
32	19/12/2055	4,11	38 132,67	26 537,82	11 594,85	0,00	255 575,31	0,00
33	19/12/2056	4,11	38 132,67	27 628,52	10 504,15	0,00	227 946,79	0,00
34	19/12/2057	4,11	38 132,67	28 764,06	9 368,61	0,00	199 182,73	0,00
35	19/12/2058	4,11	38 132,67	29 946,26	8 186,41	0,00	169 236,47	0,00
36	19/12/2059	4,11	38 132,67	31 177,05	6 955,62	0,00	138 059,42	0,00
37	19/12/2060	4,11	38 132,67	32 458,43	5 674,24	0,00	105 600,99	0,00
38	19/12/2061	4,11	38 132,67	33 792,47	4 340,20	0,00	71 808,52	0,00
39	19/12/2062	4,11	38 132,67	35 181,34	2 951,33	0,00	36 627,18	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 19/12/2023

Tableau d'Amortissement  
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	19/12/2063	4,11	38 132,56	36 627,18	1 505,38	0,00	0,00	0,00
Total			1 508 801,73	727 012,00	781 789,73	0,00		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.  
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 19/12/2023

Emprunteur : 0043210 - CDC HABITAT  
N° du Contrat de Prêt : 155175 / N° de la Ligne du Prêt : 5575570  
Opération : Acquisition en VEFA  
Produit : PLAI

Capital prêté : 2 702 901 €  
Taux actuariel théorique : 2,60 %  
Taux effectif global : 2,60 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/12/2024	2,60	70 275,43	0,00	70 275,43	0,00	2 702 901,00	0,00
2	19/12/2025	2,60	70 275,43	0,00	70 275,43	0,00	2 702 901,00	0,00
3	19/12/2026	2,60	112 810,91	42 535,48	70 275,43	0,00	2 660 365,52	0,00
4	19/12/2027	2,60	112 810,91	43 641,41	69 169,50	0,00	2 616 724,11	0,00
5	19/12/2028	2,60	112 810,91	44 776,08	68 034,83	0,00	2 571 948,03	0,00
6	19/12/2029	2,60	112 810,91	45 940,26	66 870,65	0,00	2 526 007,77	0,00
7	19/12/2030	2,60	112 810,91	47 134,71	65 676,20	0,00	2 478 873,06	0,00
8	19/12/2031	2,60	112 810,91	48 360,21	64 450,70	0,00	2 430 512,85	0,00
9	19/12/2032	2,60	112 810,91	49 617,58	63 193,33	0,00	2 380 895,27	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 19/12/2023

Tableau d'Amortissement  
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/12/2033	2,60	112 810,91	50 907,63	61 903,28	0,00	2 329 987,64	0,00
11	19/12/2034	2,60	112 810,91	52 231,23	60 579,68	0,00	2 277 756,41	0,00
12	19/12/2035	2,60	112 810,91	53 589,24	59 221,67	0,00	2 224 167,17	0,00
13	19/12/2036	2,60	112 810,91	54 982,56	57 828,35	0,00	2 169 184,61	0,00
14	19/12/2037	2,60	112 810,91	56 412,11	56 398,80	0,00	2 112 772,50	0,00
15	19/12/2038	2,60	112 810,91	57 878,83	54 932,08	0,00	2 054 893,67	0,00
16	19/12/2039	2,60	112 810,91	59 383,67	53 427,24	0,00	1 995 510,00	0,00
17	19/12/2040	2,60	112 810,91	60 927,65	51 883,26	0,00	1 934 582,35	0,00
18	19/12/2041	2,60	112 810,91	62 511,77	50 299,14	0,00	1 872 070,58	0,00
19	19/12/2042	2,60	112 810,91	64 137,07	48 673,84	0,00	1 807 933,51	0,00
20	19/12/2043	2,60	112 810,91	65 804,64	47 006,27	0,00	1 742 128,87	0,00
21	19/12/2044	2,60	112 810,91	67 515,56	45 295,35	0,00	1 674 613,31	0,00
22	19/12/2045	2,60	112 810,91	69 270,96	43 539,95	0,00	1 605 342,35	0,00
23	19/12/2046	2,60	112 810,91	71 072,01	41 738,90	0,00	1 534 270,34	0,00
24	19/12/2047	2,60	112 810,91	72 919,88	39 891,03	0,00	1 461 350,46	0,00
25	19/12/2048	2,60	112 810,91	74 815,80	37 995,11	0,00	1 386 534,66	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Tableau d'Amortissement

En Euros

Edité le : 19/12/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/12/2049	2,60	112 810,91	76 761,01	36 049,90	0,00	1 309 773,65	0,00
27	19/12/2050	2,60	112 810,91	78 756,80	34 054,11	0,00	1 231 016,85	0,00
28	19/12/2051	2,60	112 810,91	80 804,47	32 006,44	0,00	1 150 212,38	0,00
29	19/12/2052	2,60	112 810,91	82 905,39	29 905,52	0,00	1 067 306,99	0,00
30	19/12/2053	2,60	112 810,91	85 060,93	27 749,98	0,00	982 246,06	0,00
31	19/12/2054	2,60	112 810,91	87 272,51	25 538,40	0,00	894 973,55	0,00
32	19/12/2055	2,60	112 810,91	89 541,60	23 269,31	0,00	805 431,95	0,00
33	19/12/2056	2,60	112 810,91	91 869,68	20 941,23	0,00	713 562,27	0,00
34	19/12/2057	2,60	112 810,91	94 258,29	18 552,62	0,00	619 303,98	0,00
35	19/12/2058	2,60	112 810,91	96 709,01	16 101,90	0,00	522 594,97	0,00
36	19/12/2059	2,60	112 810,91	99 223,44	13 587,47	0,00	423 371,53	0,00
37	19/12/2060	2,60	112 810,91	101 803,25	11 007,66	0,00	321 568,28	0,00
38	19/12/2061	2,60	112 810,91	104 450,13	8 360,78	0,00	217 118,15	0,00
39	19/12/2062	2,60	112 810,91	107 165,84	5 645,07	0,00	109 952,31	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	19/12/2063	2,60	112 811,07	109 952,31	2 858,76	0,00	0,00	0,00
Total			4 427 365,60	2 702 901,00	1 724 464,60	0,00		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.  
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).



Tableau d'Amortissement  
En Euros

Emprunteur : 0043210 - CDC HABITAT	Capital prêté : 1 183 155 €
N° du Contrat de Prêt : 155175 / N° de la Ligne du Prêt : 5575571	Taux actuariel théorique : 3,44 %
Opération : Acquisition en VEFA	Taux effectif global : 3,44 %
Produit : PLAI foncier	

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/12/2024	3,44	37 923,91	0,00	37 923,91	2 776,62	1 183 155,00	2 776,62
2	19/12/2025	3,44	38 303,14	0,00	38 303,14	2 492,91	1 183 155,00	5 269,53
3	19/12/2026	3,44	38 686,18	0,00	38 686,18	2 195,62	1 183 155,00	7 465,15
4	19/12/2027	3,44	39 073,04	0,00	39 073,04	1 884,29	1 183 155,00	9 349,44
5	19/12/2028	3,44	39 463,77	0,00	39 463,77	1 558,38	1 183 155,00	10 907,82
6	19/12/2029	3,44	39 858,41	0,00	39 858,41	1 217,35	1 183 155,00	12 125,17
7	19/12/2030	3,44	40 256,99	0,00	40 256,99	860,65	1 183 155,00	12 985,82
8	19/12/2031	3,44	40 659,56	0,00	40 659,56	487,68	1 183 155,00	13 473,50
9	19/12/2032	3,44	41 066,15	0,00	41 066,15	97,87	1 183 155,00	13 571,37

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 19/12/2023

## Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/12/2033	3,44	41 476,82	0,00	41 476,82	- 309,43	1 183 155,00	13 261,94
11	19/12/2034	3,44	41 891,58	0,00	41 891,58	- 734,84	1 183 155,00	12 527,10
12	19/12/2035	3,44	42 310,50	0,00	42 310,50	- 1 179,04	1 183 155,00	11 348,06
13	19/12/2036	3,44	42 733,61	0,00	42 733,61	- 1 642,70	1 183 155,00	9 705,36
14	19/12/2037	3,44	43 160,94	0,00	43 160,94	- 2 126,54	1 183 155,00	7 578,82
15	19/12/2038	3,44	43 592,55	0,00	43 592,55	- 2 631,31	1 183 155,00	4 947,51
16	19/12/2039	3,44	44 028,48	0,00	44 028,48	- 3 157,75	1 183 155,00	1 789,76
17	19/12/2040	3,44	44 468,76	1 916,90	42 551,86	- 1 789,76	1 181 238,10	0,00
18	19/12/2041	3,44	44 913,45	4 278,86	40 634,59	0,00	1 176 959,24	0,00
19	19/12/2042	3,44	45 362,58	4 875,18	40 487,40	0,00	1 172 084,06	0,00
20	19/12/2043	3,44	45 816,21	5 496,52	40 319,69	0,00	1 166 587,54	0,00
21	19/12/2044	3,44	46 274,37	6 143,76	40 130,61	0,00	1 160 443,78	0,00
22	19/12/2045	3,44	46 737,11	6 817,84	39 919,27	0,00	1 153 625,94	0,00
23	19/12/2046	3,44	47 204,49	7 519,76	39 684,73	0,00	1 146 106,18	0,00
24	19/12/2047	3,44	47 676,53	8 250,48	39 426,05	0,00	1 137 855,70	0,00
25	19/12/2048	3,44	48 153,30	9 011,06	39 142,24	0,00	1 128 844,64	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

**Tableau d'Amortissement**  
En Euros

Edité le : 19/12/2023

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/12/2049	3,44	48 634,83	9 802,57	38 832,26	0,00	1 119 042,07	0,00
27	19/12/2050	3,44	49 121,18	10 626,13	38 495,05	0,00	1 108 415,94	0,00
28	19/12/2051	3,44	49 612,39	11 482,88	38 129,51	0,00	1 096 933,06	0,00
29	19/12/2052	3,44	50 108,51	12 374,01	37 734,50	0,00	1 084 559,05	0,00
30	19/12/2053	3,44	50 609,60	13 300,77	37 308,83	0,00	1 071 258,28	0,00
31	19/12/2054	3,44	51 115,69	14 264,41	36 851,28	0,00	1 056 993,87	0,00
32	19/12/2055	3,44	51 626,85	15 266,26	36 360,59	0,00	1 041 727,61	0,00
33	19/12/2056	3,44	52 143,12	16 307,69	35 835,43	0,00	1 025 419,92	0,00
34	19/12/2057	3,44	52 664,55	17 390,10	35 274,45	0,00	1 008 029,82	0,00
35	19/12/2058	3,44	53 191,20	18 514,97	34 676,23	0,00	989 514,85	0,00
36	19/12/2059	3,44	53 723,11	19 683,80	34 039,31	0,00	969 831,05	0,00
37	19/12/2060	3,44	54 260,34	20 898,15	33 362,19	0,00	948 932,90	0,00
38	19/12/2061	3,44	54 802,94	22 159,65	32 643,29	0,00	926 773,25	0,00
39	19/12/2062	3,44	55 350,97	23 469,97	31 881,00	0,00	903 303,28	0,00
40	19/12/2063	3,44	55 904,48	24 830,85	31 073,63	0,00	878 472,43	0,00
41	19/12/2064	3,44	56 463,53	26 244,08	30 219,45	0,00	852 228,35	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 19/12/2023

Tableau d'Amortissement  
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	19/12/2065	3,44	57 028,16	27 711,50	29 316,66	0,00	824 516,85	0,00
43	19/12/2066	3,44	57 598,44	29 235,06	28 363,38	0,00	795 281,79	0,00
44	19/12/2067	3,44	58 174,43	30 816,74	27 357,69	0,00	764 465,05	0,00
45	19/12/2068	3,44	58 756,17	32 458,57	26 297,60	0,00	732 006,48	0,00
46	19/12/2069	3,44	59 343,73	34 162,71	25 181,02	0,00	697 843,77	0,00
47	19/12/2070	3,44	59 937,17	35 931,34	24 005,83	0,00	661 912,43	0,00
48	19/12/2071	3,44	60 536,54	37 766,75	22 769,79	0,00	624 145,68	0,00
49	19/12/2072	3,44	61 141,91	39 671,30	21 470,61	0,00	584 474,38	0,00
50	19/12/2073	3,44	61 753,33	41 647,41	20 105,92	0,00	542 826,97	0,00
51	19/12/2074	3,44	62 370,86	43 697,61	18 673,25	0,00	499 129,36	0,00
52	19/12/2075	3,44	62 994,57	45 824,52	17 170,05	0,00	453 304,84	0,00
53	19/12/2076	3,44	63 624,52	48 030,83	15 593,69	0,00	405 274,01	0,00
54	19/12/2077	3,44	64 260,76	50 319,33	13 941,43	0,00	354 954,68	0,00
55	19/12/2078	3,44	64 903,37	52 682,93	12 210,44	0,00	302 261,75	0,00
56	19/12/2079	3,44	65 552,40	55 154,60	10 397,80	0,00	247 107,15	0,00
57	19/12/2080	3,44	66 207,93	57 707,44	8 500,49	0,00	189 399,71	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



Edité le : 19/12/2023

## Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	19/12/2081	3,44	66 870,01	60 354,66	6 515,35	0,00	129 045,05	0,00
59	19/12/2082	3,44	67 538,71	63 099,56	4 439,15	0,00	65 945,49	0,00
60	19/12/2083	3,44	68 214,01	65 945,49	2 268,52	0,00	0,00	0,00
Total			3 097 232,74	1 183 155,00	1 914 077,74	0,00		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.  
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).



## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 19/12/2023

Emprunteur : 0043210 - CDC HABITAT  
N° du Contrat de Prêt : 155175 / N° de la Ligne du Prêt : 5575566  
Opération : Acquisition en VEFA  
Produit : PLS - PLSDD 2023

Capital prêté : 1 122 280 €  
Taux actuariel théorique : 4,11 %  
Taux effectif global : 4,11 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/12/2024	4,11	46 125,71	0,00	46 125,71	0,00	1 122 280,00	0,00
2	19/12/2025	4,11	46 125,71	0,00	46 125,71	0,00	1 122 280,00	0,00
3	19/12/2026	4,11	58 864,96	12 739,25	46 125,71	0,00	1 109 540,75	0,00
4	19/12/2027	4,11	58 864,96	13 262,84	45 602,12	0,00	1 096 277,91	0,00
5	19/12/2028	4,11	58 864,96	13 807,94	45 057,02	0,00	1 082 469,97	0,00
6	19/12/2029	4,11	58 864,96	14 375,44	44 489,52	0,00	1 068 094,53	0,00
7	19/12/2030	4,11	58 864,96	14 966,27	43 898,69	0,00	1 053 128,26	0,00
8	19/12/2031	4,11	58 864,96	15 581,39	43 283,57	0,00	1 037 546,87	0,00
9	19/12/2032	4,11	58 864,96	16 221,78	42 643,18	0,00	1 021 325,09	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 19/12/2023

## Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/12/2033	4,11	58 864,96	16 888,50	41 976,46	0,00	1 004 436,59	0,00
11	19/12/2034	4,11	58 864,96	17 582,62	41 282,34	0,00	986 853,97	0,00
12	19/12/2035	4,11	58 864,96	18 305,26	40 559,70	0,00	968 548,71	0,00
13	19/12/2036	4,11	58 864,96	19 057,61	39 807,35	0,00	949 491,10	0,00
14	19/12/2037	4,11	58 864,96	19 840,88	39 024,08	0,00	929 650,22	0,00
15	19/12/2038	4,11	58 864,96	20 656,34	38 208,62	0,00	908 993,88	0,00
16	19/12/2039	4,11	58 864,96	21 505,31	37 359,65	0,00	887 488,57	0,00
17	19/12/2040	4,11	58 864,96	22 389,18	36 475,78	0,00	865 099,39	0,00
18	19/12/2041	4,11	58 864,96	23 309,38	35 555,58	0,00	841 790,01	0,00
19	19/12/2042	4,11	58 864,96	24 267,39	34 597,57	0,00	817 522,62	0,00
20	19/12/2043	4,11	58 864,96	25 264,78	33 600,18	0,00	792 257,84	0,00
21	19/12/2044	4,11	58 864,96	26 303,16	32 561,80	0,00	765 954,68	0,00
22	19/12/2045	4,11	58 864,96	27 384,22	31 480,74	0,00	738 570,46	0,00
23	19/12/2046	4,11	58 864,96	28 509,71	30 355,25	0,00	710 060,75	0,00
24	19/12/2047	4,11	58 864,96	29 681,46	29 183,50	0,00	680 379,29	0,00
25	19/12/2048	4,11	58 864,96	30 901,37	27 963,59	0,00	649 477,92	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



Edité le : 19/12/2023

Tableau d'Amortissement  
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/12/2049	4,11	58 864,96	32 171,42	26 693,54	0,00	617 306,50	0,00
27	19/12/2050	4,11	58 864,96	33 493,66	25 371,30	0,00	583 812,84	0,00
28	19/12/2051	4,11	58 864,96	34 870,25	23 994,71	0,00	548 942,59	0,00
29	19/12/2052	4,11	58 864,96	36 303,42	22 561,54	0,00	512 639,17	0,00
30	19/12/2053	4,11	58 864,96	37 795,49	21 069,47	0,00	474 843,68	0,00
31	19/12/2054	4,11	58 864,96	39 348,88	19 516,08	0,00	435 494,80	0,00
32	19/12/2055	4,11	58 864,96	40 966,12	17 898,84	0,00	394 528,68	0,00
33	19/12/2056	4,11	58 864,96	42 649,83	16 215,13	0,00	351 878,85	0,00
34	19/12/2057	4,11	58 864,96	44 402,74	14 462,22	0,00	307 476,11	0,00
35	19/12/2058	4,11	58 864,96	46 227,69	12 637,27	0,00	261 248,42	0,00
36	19/12/2059	4,11	58 864,96	48 127,65	10 737,31	0,00	213 120,77	0,00
37	19/12/2060	4,11	58 864,96	50 105,70	8 759,26	0,00	163 015,07	0,00
38	19/12/2061	4,11	58 864,96	52 165,04	6 699,92	0,00	110 850,03	0,00
39	19/12/2062	4,11	58 864,96	54 309,02	4 555,94	0,00	56 541,01	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 19/12/2023

Tableau d'Amortissement  
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	19/12/2063	4,11	58 864,85	56 541,01	2 323,84	0,00	0,00	0,00
Total			2 329 119,79	1 122 280,00	1 206 839,79	0,00		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.  
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).



## Tableau d'Amortissement En Euros

Edité le : 19/12/2023

Emprunteur : 0043210 - CDC HABITAT  
N° du Contrat de Prêt : 155175 / N° de la Ligne du Prêt : 5575567  
Opération : Acquisition en VEFA  
Produit : PLS foncier - PLSDD 2023

Capital prêté : 799 365 €  
Taux actuariel théorique : 3,44 %  
Taux effectif global : 3,44 %

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/12/2024	3,44	25 622,21	0,00	25 622,21	1 875,95	799 365,00	1 875,95
2	19/12/2025	3,44	25 878,43	0,00	25 878,43	1 684,26	799 365,00	3 560,21
3	19/12/2026	3,44	26 137,21	0,00	26 137,21	1 483,42	799 365,00	5 043,63
4	19/12/2027	3,44	26 398,59	0,00	26 398,59	1 273,07	799 365,00	6 316,70
5	19/12/2028	3,44	26 662,57	0,00	26 662,57	1 052,88	799 365,00	7 369,58
6	19/12/2029	3,44	26 929,20	0,00	26 929,20	822,47	799 365,00	8 192,05
7	19/12/2030	3,44	27 198,49	0,00	27 198,49	581,47	799 365,00	8 773,52
8	19/12/2031	3,44	27 470,47	0,00	27 470,47	329,50	799 365,00	9 103,02
9	19/12/2032	3,44	27 745,18	0,00	27 745,18	66,12	799 365,00	9 169,14

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 19/12/2023

## Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/12/2033	3,44	28 022,63	0,00	28 022,63	- 209,06	799 365,00	8 960,08
11	19/12/2034	3,44	28 302,86	0,00	28 302,86	- 496,48	799 365,00	8 463,60
12	19/12/2035	3,44	28 585,89	0,00	28 585,89	- 796,59	799 365,00	7 667,01
13	19/12/2036	3,44	28 871,74	0,00	28 871,74	- 1 109,84	799 365,00	6 557,17
14	19/12/2037	3,44	29 160,46	0,00	29 160,46	- 1 436,74	799 365,00	5 120,43
15	19/12/2038	3,44	29 452,07	0,00	29 452,07	- 1 777,77	799 365,00	3 342,66
16	19/12/2039	3,44	29 746,59	0,00	29 746,59	- 2 133,45	799 365,00	1 209,21
17	19/12/2040	3,44	30 044,05	1 295,09	28 748,96	- 1 209,21	798 069,91	0,00
18	19/12/2041	3,44	30 344,49	2 890,89	27 453,60	0,00	795 179,02	0,00
19	19/12/2042	3,44	30 647,94	3 293,78	27 354,16	0,00	791 885,24	0,00
20	19/12/2043	3,44	30 954,42	3 713,57	27 240,85	0,00	788 171,67	0,00
21	19/12/2044	3,44	31 263,96	4 150,85	27 113,11	0,00	784 020,82	0,00
22	19/12/2045	3,44	31 576,60	4 606,28	26 970,32	0,00	779 414,54	0,00
23	19/12/2046	3,44	31 892,37	5 080,51	26 811,86	0,00	774 334,03	0,00
24	19/12/2047	3,44	32 211,29	5 574,20	26 637,09	0,00	768 759,83	0,00
25	19/12/2048	3,44	32 533,40	6 088,06	26 445,34	0,00	762 671,77	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 19/12/2023

## Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/12/2049	3,44	32 858,74	6 622,83	26 235,91	0,00	756 048,94	0,00
27	19/12/2050	3,44	33 187,33	7 179,25	26 008,08	0,00	748 869,69	0,00
28	19/12/2051	3,44	33 519,20	7 758,08	25 761,12	0,00	741 111,61	0,00
29	19/12/2052	3,44	33 854,39	8 360,15	25 494,24	0,00	732 751,46	0,00
30	19/12/2053	3,44	34 192,93	8 986,28	25 206,65	0,00	723 765,18	0,00
31	19/12/2054	3,44	34 534,86	9 637,34	24 897,52	0,00	714 127,84	0,00
32	19/12/2055	3,44	34 880,21	10 314,21	24 566,00	0,00	703 813,63	0,00
33	19/12/2056	3,44	35 229,01	11 017,82	24 211,19	0,00	692 795,81	0,00
34	19/12/2057	3,44	35 581,30	11 749,12	23 832,18	0,00	681 046,69	0,00
35	19/12/2058	3,44	35 937,12	12 509,11	23 428,01	0,00	668 537,58	0,00
36	19/12/2059	3,44	36 296,49	13 298,80	22 997,69	0,00	655 238,78	0,00
37	19/12/2060	3,44	36 659,45	14 119,24	22 540,21	0,00	641 119,54	0,00
38	19/12/2061	3,44	37 026,05	14 971,54	22 054,51	0,00	626 148,00	0,00
39	19/12/2062	3,44	37 396,31	15 856,82	21 539,49	0,00	610 291,18	0,00
40	19/12/2063	3,44	37 770,27	16 776,25	20 994,02	0,00	593 514,93	0,00
41	19/12/2064	3,44	38 147,97	17 731,06	20 416,91	0,00	575 783,87	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 19/12/2023

Tableau d'Amortissement  
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	19/12/2065	3,44	38 529,45	18 722,48	19 806,97	0,00	557 061,39	0,00
43	19/12/2066	3,44	38 914,75	19 751,84	19 162,91	0,00	537 309,55	0,00
44	19/12/2067	3,44	39 303,90	20 820,45	18 483,45	0,00	516 489,10	0,00
45	19/12/2068	3,44	39 696,94	21 929,71	17 767,23	0,00	494 559,39	0,00
46	19/12/2069	3,44	40 093,90	23 081,06	17 012,84	0,00	471 478,33	0,00
47	19/12/2070	3,44	40 494,84	24 275,99	16 218,85	0,00	447 202,34	0,00
48	19/12/2071	3,44	40 899,79	25 516,03	15 383,76	0,00	421 686,31	0,00
49	19/12/2072	3,44	41 308,79	26 802,78	14 506,01	0,00	394 883,53	0,00
50	19/12/2073	3,44	41 721,88	28 137,89	13 583,99	0,00	366 745,64	0,00
51	19/12/2074	3,44	42 139,10	29 523,05	12 616,05	0,00	337 222,59	0,00
52	19/12/2075	3,44	42 560,49	30 960,03	11 600,46	0,00	306 262,56	0,00
53	19/12/2076	3,44	42 986,09	32 450,66	10 535,43	0,00	273 811,90	0,00
54	19/12/2077	3,44	43 415,95	33 996,82	9 419,13	0,00	239 815,08	0,00
55	19/12/2078	3,44	43 850,11	35 600,47	8 249,64	0,00	204 214,61	0,00
56	19/12/2079	3,44	44 288,61	37 263,63	7 024,98	0,00	166 950,98	0,00
57	19/12/2080	3,44	44 731,50	38 988,39	5 743,11	0,00	127 962,59	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	19/12/2081	3,44	45 178,82	40 776,91	4 401,91	0,00	87 185,68	0,00
59	19/12/2082	3,44	45 630,60	42 631,41	2 999,19	0,00	44 554,27	0,00
60	19/12/2083	3,44	46 086,94	44 554,27	1 532,67	0,00	0,00	0,00
Total			2 092 557,19	799 365,00	1 293 192,19	0,00		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.  
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).







Edité le : 19/12/2023

Tableau d'Amortissement  
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Capital prêté : 6 374 302 €  
Taux actuariel théorique : 3,60 %  
Taux effectif global : 3,60 %

Emprunteur : 0043210 - CDC HABITAT  
N° du Contrat de Prêt : 155175 / N° de la Ligne du Prêt : 5575569  
Opération : Acquisition en VEFA  
Produit : PLUS

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/12/2024	3,60	229 474,87	0,00	229 474,87	0,00	6 374 302,00	0,00
2	19/12/2025	3,60	229 474,87	0,00	229 474,87	0,00	6 374 302,00	0,00
3	19/12/2026	3,60	310 442,26	80 967,39	229 474,87	0,00	6 293 334,61	0,00
4	19/12/2027	3,60	310 442,26	83 882,21	226 560,05	0,00	6 209 452,40	0,00
5	19/12/2028	3,60	310 442,26	86 901,97	223 540,29	0,00	6 122 550,43	0,00
6	19/12/2029	3,60	310 442,26	90 030,44	220 411,82	0,00	6 032 519,99	0,00
7	19/12/2030	3,60	310 442,26	93 271,54	217 170,72	0,00	5 939 248,45	0,00
8	19/12/2031	3,60	310 442,26	96 629,32	213 812,94	0,00	5 842 619,13	0,00
9	19/12/2032	3,60	310 442,26	100 107,97	210 334,29	0,00	5 742 511,16	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



Edité le : 19/12/2023

Tableau d'Amortissement  
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/12/2033	3,60	310 442,26	103 711,86	206 730,40	0,00	5 638 799,30	0,00
11	19/12/2034	3,60	310 442,26	107 445,49	202 996,77	0,00	5 531 353,81	0,00
12	19/12/2035	3,60	310 442,26	111 313,52	199 128,74	0,00	5 420 040,29	0,00
13	19/12/2036	3,60	310 442,26	115 320,81	195 121,45	0,00	5 304 719,48	0,00
14	19/12/2037	3,60	310 442,26	119 472,36	190 969,90	0,00	5 185 247,12	0,00
15	19/12/2038	3,60	310 442,26	123 773,36	186 668,90	0,00	5 061 473,76	0,00
16	19/12/2039	3,60	310 442,26	128 229,20	182 213,06	0,00	4 933 244,56	0,00
17	19/12/2040	3,60	310 442,26	132 845,46	177 596,80	0,00	4 800 399,10	0,00
18	19/12/2041	3,60	310 442,26	137 627,89	172 814,37	0,00	4 662 771,21	0,00
19	19/12/2042	3,60	310 442,26	142 582,50	167 859,76	0,00	4 520 188,71	0,00
20	19/12/2043	3,60	310 442,26	147 715,47	162 726,79	0,00	4 372 473,24	0,00
21	19/12/2044	3,60	310 442,26	153 033,22	157 409,04	0,00	4 219 440,02	0,00
22	19/12/2045	3,60	310 442,26	158 542,42	151 899,84	0,00	4 060 897,60	0,00
23	19/12/2046	3,60	310 442,26	164 249,95	146 192,31	0,00	3 896 647,65	0,00
24	19/12/2047	3,60	310 442,26	170 162,94	140 279,32	0,00	3 726 484,71	0,00
25	19/12/2048	3,60	310 442,26	176 288,81	134 153,45	0,00	3 550 195,90	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 19/12/2023

## Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/12/2049	3,60	310 442,26	182 635,21	127 807,05	0,00	3 367 560,69	0,00
27	19/12/2050	3,60	310 442,26	189 210,08	121 232,18	0,00	3 178 350,61	0,00
28	19/12/2051	3,60	310 442,26	196 021,64	114 420,62	0,00	2 982 328,97	0,00
29	19/12/2052	3,60	310 442,26	203 078,42	107 363,84	0,00	2 779 250,55	0,00
30	19/12/2053	3,60	310 442,26	210 389,24	100 053,02	0,00	2 568 861,31	0,00
31	19/12/2054	3,60	310 442,26	217 963,25	92 479,01	0,00	2 350 898,06	0,00
32	19/12/2055	3,60	310 442,26	225 809,93	84 632,33	0,00	2 125 088,13	0,00
33	19/12/2056	3,60	310 442,26	233 939,09	76 503,17	0,00	1 891 149,04	0,00
34	19/12/2057	3,60	310 442,26	242 360,89	68 081,37	0,00	1 648 788,15	0,00
35	19/12/2058	3,60	310 442,26	251 085,89	59 356,37	0,00	1 397 702,26	0,00
36	19/12/2059	3,60	310 442,26	260 124,98	50 317,28	0,00	1 137 577,28	0,00
37	19/12/2060	3,60	310 442,26	269 489,48	40 952,78	0,00	868 087,80	0,00
38	19/12/2061	3,60	310 442,26	279 191,10	31 251,16	0,00	588 896,70	0,00
39	19/12/2062	3,60	310 442,26	289 241,98	21 200,28	0,00	299 654,72	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 19/12/2023

Tableau d'Amortissement  
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
40	19/12/2063	3.60	310 442,29	299 654,72	10 787,57	0,00	0,00	0,00
Total			12 255 755,65	6 374 302,00	5 881 453,65	0,00		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.  
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).

Tableau d'Amortissement  
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

Emprunteur : 0043210 – CDC HABITAT	Capital prêté : 2 742 849 €
N° du Contrat de Prêt : 155175 / N° de la Ligne du Prêt : 5575568	Taux actuariel théorique : 3,44 %
Opération : Acquisition en VEFA	Taux effectif global : 3,44 %
Produit : PLUS foncier	

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
1	19/12/2024	3,44	87 917,09	0,00	87 917,09	6 436,92	2 742 849,00	6 436,92
2	19/12/2025	3,44	88 796,26	0,00	88 796,26	5 779,18	2 742 849,00	12 216,10
3	19/12/2026	3,44	89 684,22	0,00	89 684,22	5 090,02	2 742 849,00	17 306,12
4	19/12/2027	3,44	90 581,07	0,00	90 581,07	4 368,27	2 742 849,00	21 674,39
5	19/12/2028	3,44	91 486,88	0,00	91 486,88	3 612,72	2 742 849,00	25 287,11
6	19/12/2029	3,44	92 401,75	0,00	92 401,75	2 822,13	2 742 849,00	28 109,24
7	19/12/2030	3,44	93 325,76	0,00	93 325,76	1 995,20	2 742 849,00	30 104,44
8	19/12/2031	3,44	94 259,02	0,00	94 259,02	1 130,58	2 742 849,00	31 235,02
9	19/12/2032	3,44	95 201,61	0,00	95 201,61	226,88	2 742 849,00	31 461,90

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



Edité le : 19/12/2023

## Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS

DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
10	19/12/2033	3,44	96 153,63	0,00	96 153,63	- 717,34	2 742 849,00	30 744,56
11	19/12/2034	3,44	97 115,16	0,00	97 115,16	- 1 703,54	2 742 849,00	29 041,02
12	19/12/2035	3,44	98 086,31	0,00	98 086,31	- 2 733,29	2 742 849,00	26 307,73
13	19/12/2036	3,44	99 067,18	0,00	99 067,18	- 3 808,19	2 742 849,00	22 499,54
14	19/12/2037	3,44	100 057,85	0,00	100 057,85	- 4 929,86	2 742 849,00	17 569,68
15	19/12/2038	3,44	101 058,43	0,00	101 058,43	- 6 100,03	2 742 849,00	11 469,65
16	19/12/2039	3,44	102 069,01	0,00	102 069,01	- 7 320,45	2 742 849,00	4 149,20
17	19/12/2040	3,44	103 089,70	4 443,76	98 645,94	- 4 149,20	2 738 405,24	0,00
18	19/12/2041	3,44	104 120,60	9 919,46	94 201,14	0,00	2 728 485,78	0,00
19	19/12/2042	3,44	105 161,81	11 301,90	93 859,91	0,00	2 717 183,88	0,00
20	19/12/2043	3,44	106 213,42	12 742,29	93 471,13	0,00	2 704 441,59	0,00
21	19/12/2044	3,44	107 275,56	14 242,77	93 032,79	0,00	2 690 198,82	0,00
22	19/12/2045	3,44	108 348,31	15 805,47	92 542,84	0,00	2 674 393,35	0,00
23	19/12/2046	3,44	109 431,80	17 432,67	91 999,13	0,00	2 656 960,68	0,00
24	19/12/2047	3,44	110 526,11	19 126,66	91 399,45	0,00	2 637 834,02	0,00
25	19/12/2048	3,44	111 631,38	20 889,89	90 741,49	0,00	2 616 944,13	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.



Tableau d'Amortissement  
En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
26	19/12/2049	3,44	112 747,69	22 724,81	90 022,88	0,00	2 594 219,32	0,00
27	19/12/2050	3,44	113 875,17	24 634,03	89 241,14	0,00	2 569 585,29	0,00
28	19/12/2051	3,44	115 013,92	26 620,19	88 393,73	0,00	2 542 965,10	0,00
29	19/12/2052	3,44	116 164,06	28 686,06	87 478,00	0,00	2 514 279,04	0,00
30	19/12/2053	3,44	117 325,70	30 834,50	86 491,20	0,00	2 483 444,54	0,00
31	19/12/2054	3,44	118 498,95	33 068,46	85 430,49	0,00	2 450 376,08	0,00
32	19/12/2055	3,44	119 683,94	35 391,00	84 292,94	0,00	2 414 985,08	0,00
33	19/12/2056	3,44	120 880,78	37 805,29	83 075,49	0,00	2 377 179,79	0,00
34	19/12/2057	3,44	122 089,59	40 314,61	81 774,98	0,00	2 336 865,18	0,00
35	19/12/2058	3,44	123 310,49	42 922,33	80 388,16	0,00	2 293 942,85	0,00
36	19/12/2059	3,44	124 543,59	45 631,96	78 911,63	0,00	2 248 310,89	0,00
37	19/12/2060	3,44	125 789,03	48 447,14	77 341,89	0,00	2 199 863,75	0,00
38	19/12/2061	3,44	127 046,92	51 371,61	75 675,31	0,00	2 148 492,14	0,00
39	19/12/2062	3,44	128 317,39	54 409,26	73 908,13	0,00	2 094 082,88	0,00
40	19/12/2063	3,44	129 600,56	57 564,11	72 036,45	0,00	2 036 518,77	0,00
41	19/12/2064	3,44	130 896,57	60 840,32	70 056,25	0,00	1 975 678,45	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

Edité le : 19/12/2023

## Tableau d'Amortissement En Euros

CAISSE DES DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS  
DIRECTION REGIONALE PROVENCE ALPES COTE D'AZUR

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
42	19/12/2065	3,44	132 205,53	64 242,19	67 963,34	0,00	1 911 436,26	0,00
43	19/12/2066	3,44	133 527,59	67 774,18	65 753,41	0,00	1 843 662,08	0,00
44	19/12/2067	3,44	134 862,86	71 440,88	63 421,98	0,00	1 772 221,20	0,00
45	19/12/2068	3,44	136 211,49	75 247,08	60 964,41	0,00	1 696 974,12	0,00
46	19/12/2069	3,44	137 573,61	79 197,70	58 375,91	0,00	1 617 776,42	0,00
47	19/12/2070	3,44	138 949,34	83 297,83	55 651,51	0,00	1 534 478,59	0,00
48	19/12/2071	3,44	140 338,84	87 552,78	52 786,06	0,00	1 446 925,81	0,00
49	19/12/2072	3,44	141 742,23	91 967,98	49 774,25	0,00	1 354 957,83	0,00
50	19/12/2073	3,44	143 159,65	96 549,10	46 610,55	0,00	1 258 408,73	0,00
51	19/12/2074	3,44	144 591,24	101 301,98	43 289,26	0,00	1 157 106,75	0,00
52	19/12/2075	3,44	146 037,16	106 232,69	39 804,47	0,00	1 050 874,06	0,00
53	19/12/2076	3,44	147 497,53	111 347,46	36 150,07	0,00	939 526,60	0,00
54	19/12/2077	3,44	148 972,50	116 652,78	32 319,72	0,00	822 873,82	0,00
55	19/12/2078	3,44	150 462,23	122 155,37	28 306,86	0,00	700 718,45	0,00
56	19/12/2079	3,44	151 966,85	127 862,14	24 104,71	0,00	572 856,31	0,00
57	19/12/2080	3,44	153 486,52	133 780,26	19 706,26	0,00	439 076,05	0,00

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.

N° d'échéance	Date d'échéance (*)	Taux d'intérêt (en %)	Echéance (en €)	Amortissement (en €)	Intérêts (en €)	Intérêts à différer (en €)	Capital dû après remboursement (en €)	Stock d'intérêts différés (en €)
58	19/12/2081	3,44	155 021,38	139 917,16	15 104,22	0,00	299 158,89	0,00
59	19/12/2082	3,44	156 571,60	146 280,53	10 291,07	0,00	152 878,36	0,00
60	19/12/2083	3,44	158 137,38	152 878,36	5 259,02	0,00	0,00	0,00
Total			7 180 159,80	2 742 849,00	4 437 310,80	0,00		

(\*) Les dates d'échéances indiquées dans le présent tableau d'amortissement sont des dates prévisionnelles données à titre indicatif.  
A titre purement indicatif et sans valeur contractuelle, la valeur de l'index en vigueur lors de l'émission du présent contrat est de 3,00 % (Livret A).